

**l'éditorial  
d'Arlette  
Laguiller**

en page 3

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**UNITÉ  
OUVRIÈRE**  
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1712 - 4 mai 2001 - prix : 9F

**LU-Danone, AOM, Philips,  
Moulinex, Valéo,...**

**IMPOSER  
L'INTERDICTION  
DES  
LICENCIEMENTS**



M 6189 - 1712 - 9,00 F

**Algérie : La révolte  
de la jeunesse**

(pages 8 et 9)



## SOMMAIRE

### Leur société

- 4 - Des profits dans le gaz
  - Inondation dans la Somme: Chirac et le gouvernement ne se mouillent pas
- 5 - Hollande et le socialo-chiracisme
  - Les mesurette du gouvernement
  - Le PS vote le travail de nuit pour les femmes
- 6 - Le chômage diminue un peu et la précarité augmente beaucoup
  - Le conseil régional IDF dégele la subvention à Danone

### Tribune

- 6 - Algérie: révolte contre le mépris, le chômage, la misère

### Dans le monde

- 7 - Philippines: l'ancien président arrêté pour corruption
  - Espagne: Madrid: les ouvriers de Sintel en lutte
- 8/9 - Algérie: révolte de la jeunesse en Kabylie
  - Le général n'aura qu'à revenir en voyage officiel
  - Belgique: les responsables du génocide au Rwanda ne sont pas sur le banc des accusés

### Santé

- 10 - Fin du mouvement des sages-femmes?
  - Epidémie de méningite au Sahel

### Dans les entreprises

- 11 - Valéo
  - Moulinex: non à la fermeture de sites
- 12 - Grève à Aubelin (Aube)
  - Péchiney (Marignac): fermeture du site
- 13 - Chantiers de l'Atlantique: grève pour les salaires
- 14 - ST Microelectronics: lutte pour les salaires
  - Alcatel et les portables

### Lire

- 15 - La sueur du burnous de Paul Vigué d'Octon
  - Dictionnaire de la Commune de Bernard Noël

### Vive la Fête

- 16 - Programme

# FRANCE, TERRE D'ASILE? DE MOINS EN MOINS

Chaque jour, c'est par milliers qu'arrivent des personnes originaires des pays les plus pauvres de la planète, des régions fréquemment ravagées par des guerres civiles, qui opposent artificiellement entre eux des peuples, des ethnies, des groupes religieux. Des pays où sévissent des dictatures qui n'hésitent pas à raser des villages, à ravager des provinces entières, massacrant des populations. Des pays où le sous-développement provoque des famines et des épidémies. Il n'y a pas d'autres explications au fait qu'ils frappent à la porte des pays riches d'Europe occidentale pour y grossir le nombre de ceux qui sollicitent le « droit d'asile » et attendent des mois dans l'inquiétude et la précarité.

## Samu social Toujours plus de sans-abri

Le 115 est à Paris le numéro d'appel d'urgence du Samu social pour les sans-abri. En 2000, il a été contacté par 1 701 familles, plus du double qu'en 1999. Ses animateurs se plaignent d'être en permanence débordés.

Une partie de ces appels proviendrait de familles demandeuses d'asile, plus nombreuses dans la capitale l'an passé.

Mais les sans-domicile fixe « ordinaires » et bien de chez nous n'ont jamais été aussi nombreux. Car lorsque la population laborieuse continue à s'enfoncer dans la misère, la frange de ceux qui se marginalisent ne peut que s'élargir.

Selon l'OFPRA (Office français des réfugiés et des apatrides), l'an dernier, sur 38 777 demandes recensées seules 5 185 auraient été satisfaites. Dans le même temps, plus de 21 000 dossiers demeurent en permanence en attente au-delà du délai légal maximum de quatre mois. Ces longs délais infligés aux demandeurs d'asile ne cessent de s'allonger, 169 jours d'attente moyenne l'an passé contre seulement, si l'on peut dire, 128 jours en 1999. Du coup, pour l'année 2000, le pourcentage de demandes d'asile satisfaites a chuté de 2,4% par rapport à l'année précédente. De plus, sur ces 5 185 certificats délivrés, environ un tiers le sont à des enfants de réfugiés, résidant en France depuis des années, devenus majeurs au cours de l'année.

D'après Amnesty international, la France ne serait pas le pays le plus sollicité, et de loin, par des demandeurs d'asile, elle ne serait même, par rapport à sa population, qu'au dixième rang des quinze pays membres de l'Union européenne pour l'accueil des réfugiés. Voilà des chiffres qui contredisent singulièrement toutes les déclarations hypocrites des politiciens de la gauche gouvernementale et de la droite, qui expliquent que, certes, la France est traditionnellement « une terre d'asile » mais qu'elle ne peut accueillir toute la misère du monde. Hypocrites, ils se gardent bien de rappeler que leur France est une des responsables de cette misère qui sévit sur cette planète.

Alain VALLER

## Un milliardaire en apesanteur, mais c'est le monde entier qui marche sur la tête!

Pour son voyage de dix jours dans l'espace, le milliardaire américain Tito a donc payé l'équivalent de 150 millions de francs. Cela n'est pas à la portée de tout le monde évidemment puisque cela représente 2500 ans de salaire de smicard. Mais on a appris que cela ne représente que 10% de la fortune personnelle de ce financier. Le smicard, lui, pour partir en vacances, dépen-

se souvent toutes ses économies, et d'ailleurs un salarié sur deux ne prend pas de vacances.

Cela prouve qu'il faut une révolution, pas seulement en orbite, mais sur la terre elle-même. Il paraît que de nombreux autres milliardaires sont candidats au voyage. Après tout, si on envoyait tous les capitalistes dans l'espace...?

C.B.

## LIBERTÉ POUR MUMIA ABU-JAMAL!

Le Collectif unitaire national de soutien à Mumia Abu-Jamal appelle à une manifestation nationale le samedi 12 mai (départ 14 heures, Gare de l'Est). Ce jour-là, diverses mobilisations sont prévues dans différents pays, pour réclamer que Mumia Abu-Jamal soit enfin innocenté et libéré.

Il faut rappeler qu'aux Etats-Unis, Mumia Abu-Jamal, journaliste afro-américain, a été condamné en 1982 pour le meurtre d'un policier blanc qu'il a toujours nié et à l'issue d'un procès manifestement truqué, marqué par le « manque de preuves, les intimidations policières contre les témoins, l'interdiction d'assurer sa propre défense, la sélection d'un jury selon des critères racistes, etc. », précise le Collectif. Mumia Abu-Jamal est ainsi emprisonné depuis vingt ans dans le couloir de la mort.

Aujourd'hui, l'administration américaine voudrait couper court aux appels au jugement et à la révision du procès. C'est en particulier contre cette nouvelle menace que le Comité de soutien appelle le 12 mai à manifester.

Lutte Ouvrière s'associe à cette manifestation.

## FÊTES DE LUTTE OUVRIÈRE

### • MARSEILLE

Dimanche 6 mai  
à partir de 11 h 30  
Au parc de Valabre, près de Gardanne

Des navettes gratuites en car sont prévues à partir de la gare routière de Marseille Saint-Charles, avec un passage à la gare SNCF de Gardanne.

### • BOURGES

Samedi 12 mai  
à partir de 16 h 30

Salle Germinal  
(rue Henri-Sellier)

### • PERPIGNAN

Dimanche 13 mai  
à partir de 11 heures

Sur le terrain de la chapelle Saint-Pierre à CLAIRA (près de Perpignan)

## LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyiste) qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET

<http://www.lutte-ouvriere.org> e-mail: [journal@lutte-ouvriere.org](mailto:journal@lutte-ouvriere.org)

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 Tél 01 44 83 08 93 est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970. Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. Tirage: 12 400 exemplaires. Composition: [Et Associés]. Impression: Roto de l'He-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 01 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE! Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à: Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à: LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celui-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 1000 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

### ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE (1 an soit 10 n°)
	1 an	6 mois	
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé: tarifs sur demande

### BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM: .....  
 PRÉNOM: .....  
 ADRESSE: .....  
 CODE POSTAL et VILLE: .....  
 COMPLÉMENT D'ADRESSE: .....  
 Je m'abonne à: LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de: .....  
 (rayer la mention inutile).  
 Ci-joint la somme de: .....  
 Règlement: .....  
 - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,  
 - par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

## L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Éditorial des bulletins  
d'entreprise du 1<sup>er</sup> mai 2001

# IMPOSER L'INTERDICTION DES LICENCIEMENTS

Le nombre de travailleurs des entreprises qui licencient dans les cortèges du 1<sup>er</sup> mai rappelle pourquoi ce jour doit toujours rester une journée internationale de lutte des travailleurs. Malgré les 115 ans qui se sont écoulés depuis la grève noyée dans le sang à Chicago qui donna naissance à la journée du 1<sup>er</sup> mai, le capitalisme n'a pas changé, et son fonctionnement non plus.

La vague de licenciements par des entreprises qui gagnent pourtant des milliards en est la preuve : après Michelin, Alstom, Aventis, Delphi, Unilever, voilà donc Danone, Marks & Spencer, AOM, Philips, Moulinex, Bosch, Bull, André, Péchiney, Dim, Valéo, et peut-être bien d'autres. Les plans de suppressions d'emplois établis dans le secret des Conseils d'administration ravagent la vie des travailleurs des entreprises concernées mais aussi de ceux des entreprises sous-traitantes, des filiales et plus généralement de tous ceux dont les revenus sont liés à ceux des travailleurs. Quand on ferme une entreprise, c'est toute une ville, toute une région qui en subissent les conséquences catastrophiques.

Aussi l'interdiction des licenciements par ces grandes entreprises est une nécessité vitale. Imposer cette mesure de salubrité publique sous peine de réquisition est une mesure élémentaire de justice.

Cette revendication que Lutte Ouvrière défend depuis des années, notamment depuis la présidentielle de 1995, est aujourd'hui largement reprise parmi les

travailleurs.

Mais, pour le gouvernement qui se dit pourtant socialiste, il n'est pas question de prendre une mesure qui pourrait gêner le patronat en l'obligeant à consacrer ne serait-ce qu'une fraction de ses profits à sauvegarder des emplois au lieu de les détruire. Non, pour ce gouvernement comme pour ceux de droite, les patrons ont tous les droits au nom de la propriété privée, au nom des lois du marché, de la concurrence et du profit. Sur cette question essentielle, Jospin et Seillière mènent le même combat contre l'intérêt vital de l'écrasante majorité de la population.

Interdire les licenciements serait une mesure irréaliste ? Mais toutes les mesures un tant soit peu en faveur des travailleurs ont toujours été proclamées irréalistes jusqu'à ce que les travailleurs les imposent. En avril 1968, augmenter les salaires de 20 à 30 % était irréaliste. En mai, l'impossible était devenu possible grâce à la grève générale !

Alors, que le patronat et les gouvernements à son service se méfient. Les travailleurs, révoltés d'être jetés comme des chiffons usés après 20 ou 30 ans de travail, ne se contenteront pas de s'absentir aux élections ni même de voter pour l'extrême gauche. Et l'explosion de leur colère imposera l'interdiction des licenciements. Il faut que la protestation contre les licenciements prenne de l'ampleur.

Lutte Ouvrière a répondu positivement à la proposition du Parti Communiste Français faite

à différentes organisations de se rencontrer le 11 mai pour préparer dans les plus brefs délais une manifestation à Paris pour protester contre les lourdes menaces qui pèsent sur un nombre de plus en plus grand de travailleurs.

Par ailleurs, d'autres organisations, comme la CGT, certains autres syndicats, fédérations ou sections syndicales, ont pris des initiatives dans le même sens.

Bien entendu, Lutte Ouvrière soutient toutes ces initiatives mais considère que ce serait tourner le dos aux intérêts des travailleurs menacés si tous les efforts n'étaient pas faits pour qu'on aboutisse à une seule et même manifestation centrale à Paris au lieu d'initiatives dispersées.

Toute initiative non unitaire sous des prétextes de préséance ou de divergence secondaire serait une trahison et ne pourrait que faire le jeu du patronat.

Les dirigeants de la CGT en particulier parlent d'éclater localement le mouvement au lieu de le centraliser.

Nous espérons que tous les dirigeants syndicalistes feront face à leurs responsabilités et n'hésiteront pas à manifester avec les organisations politiques en se plaçant résolument sur le terrain de l'interdiction des licenciements et en refusant la loi du profit au détriment des intérêts non seulement du monde du travail mais aussi de villes ou de régions entières.

Arlette LAGUILLER



## DES PROFITS DANS LE GAZ



Le gaz vient d'augmenter de 9,5% le 1er mai. C'est la troisième hausse en un an, soit 31,8%. La raison avancée est la hausse du prix du gaz sur le marché international, prix indexé sur celui du pétrole. Il est exact que Gaz de France achète 95% de son gaz à l'étranger et que ce prix varie avec celui du pétrole.

Mais pourquoi faut-il que le prix du gaz soit indexé sur celui du pétrole? Les puits d'extraction sont différents, les pays producteurs sont en grande partie différents... il n'y a que les compagnies qui sont le plus souvent les mêmes.

Le mécanisme de fixation

des prix du pétrole n'est pas secret: un ensemble de pays producteurs, l'OPEP, limite ou au contraire décide de produire plus de pétrole pour peser sur le marché. Les pays non-OPEP, ainsi que les «majors», c'est-à-dire les principaux trusts, du pétrole jouent également un rôle déterminant.

Pour le gaz naturel, la situation devrait être différente. Les pays de l'OPEP produisent peu de gaz. Les plus gros producteurs sont les USA, le Canada, les pays d'Europe riverains de la mer du Nord. Il y a également la Russie et quelques producteurs moins importants comme l'Algérie, mais ceux-là ont une situation économique telle qu'ils

ne sont pas en état de jouer un rôle décisif dans la fixation des prix.

En fait ce sont les «majors» du pétrole, qui contrôlent également la production de gaz naturel, qui ont décidé cette règle de l'indexation, sans la moindre justification économique. Les prix du gaz pourraient parfaitement ne pas être indexés sur le pétrole. Ce sont donc les Exxon, Mobil, Texaco, Chevron, Shell, BP et aussi TotalFinaElf qui en sont responsables. L'exemple de TotalFinaElf est un scandale dans le scandale. Cette compagnie est l'aboutissement d'une série de fusions successives entre la Compagnie française

des pétroles, devenue Total, de Pétrofinas et de Elf, toutes sociétés qui ont vu le jour, à l'origine, grâce à des capitaux de l'Etat.

Aujourd'hui TotalFinaElf est devenu totalement privé, et ce trust vend à Gaz de France du gaz au prix fort. Non seulement les capitaux publics ont permis de créer un géant privé des hydrocarbures, mais ce dernier ne fait aucun cadeau à la collectivité, ainsi que lorsqu'il impose à cette dernière le nettoyage des côtes en cas de pollution.

L'autre scandale, c'est que dans un monde prétendument dominé par le libéralisme, les «majors» s'entendent pour déterminer dans un chœur parfait un «prix du marché» du gaz dans lequel le marché... ne joue quasiment aucun rôle. Il s'agit d'accords de trusts, et aucun des chantres du libéralisme n'y trouve à redire.

La hausse du prix du gaz est un racket mondial des trusts du pétrole-gaz, sur l'ensemble des consommateurs du monde, et rien d'autre.

L'Etat français se déclare désolé et se flatte de ne pas avoir répercuté la totalité de la hausse du prix du marché, alors que le PDG de Gaz de France espérait une hausse plus importante du prix en France. Mais l'Etat se garde de baisser la TVA sur le gaz, laquelle augmente mécaniquement avec le prix de ce dernier. Et il ne prend aucune mesure contre TotalFinaElf, qui reste libre de détrousser les consommateurs, à l'égal des

autres trusts d'ailleurs, car TotalFinaElf n'est pas, loin s'en faut, le seul fournisseur du marché français.

On reparle, à propos de cette affaire, du report de la privatisation partielle de Gaz de France, que Jospin aurait consenti, selon les médias, pour ne pas provoquer l'électorat de gauche, au vu du résultat des élections municipales. Sauf que reporter n'est pas annuler.

Les chantres du libéralisme se désolent cette fois de cette annulation. Gaz de France manquera, selon eux, de capitaux, et ne pourrait donc pas se développer à l'étranger, les salariés et les consommateurs qui se réjouissent finiront à terme par le regretter, disent-ils. Sornettes. Si Gaz de France est un jour privatisé, partiellement ou totalement, il en adviendra comme pour TotalFinaElf: qu'est-ce que les consommateurs ont gagné à sa privatisation?

GDF manquerait de capitaux? Faux! EDF-GDF regorge de capitaux, au point qu'EDF rafle tout ce qui passe à sa portée dans le monde.

Il s'agit, encore, de faire des cadeaux au privé. C'est reporté, certes, mais Fabius a déclaré qu'il faudrait que cela ait lieu un jour...

Mais cela n'aura lieu que si la population laisse faire l'Etat et les trusts. Les municipales ont fait réfléchir Jospin? Il y a certainement d'autres façons, bien plus efficaces, de le faire «réfléchir».

André VICTOR

## Inondations dans la vallée de la Somme

# CHIRAC ET LE GOUVERNEMENT NE SE MOUILLENT PAS

Depuis plus d'un mois maintenant, 114 communes sont inondées entre Amiens et la baie de la Somme, 2800 maisons sont touchées et plus d'un millier de personnes ont été évacuées. On ne sait trop quand les eaux se retireront. L'inondation, disent certains, pourrait durer jusqu'au début de l'été, c'est-à-dire encore deux mois.

Les nappes phréatiques débordent, les marées pour peu qu'elles soient importantes accentuent la montée des eaux et les averses succèdent aux averses. Pour ceux qui s'accrochent à leurs demeures inondées (et où iraient-ils pour la plupart?), la vie devient un enfer. Les égouts et les fosses septiques débordent. Les rats ont fait leur apparition. Plus rien pour se laver, pour aller aux toilettes; plus de gaz, plus d'électricité, plus d'eau... potable.

Face au désastre qui frappe des milliers de personnes, l'attitude du gouvernement a été des plus timorées, à la limite même de l'indécence. Il a fallu attendre quatorze jours, après que l'eau a commencé à monter, pour que Jospin

annonce une commission d'enquête (!) et une aide d'urgence de 600 000 F. Dix jours après le gouvernement a octroyé vingt millions aux communes sinistrées, puis dix millions supplémentaires sept jours plus tard. Tout cela est peu, bien peu, une goutte d'eau dans l'océan des besoins.

A ce mépris affiché, ont succédé les petites chamailleries entre Chirac et Jospin. Le premier a tenté d'opposer sa compassion à la froideur du second en recevant, à grand renfort de caméras, des élus de son bord de la région, venus dénoncer «l'insuffisance» des aides gouvernementales. Chirac leur a fait des déclarations faussement attendries et d'autant plus hypocrites qu'elles n'ont été accompagnées d'aucune

exigence concrète pour les sinistrés.

Qu'on en juge, Chirac s'est contenté de téléphoner au président de la Commission européenne pour étudier avec lui des mesures d'aides européennes face aux inondations. Plusieurs pistes auraient été envisagées, notamment le report du délai pour l'envoi des formulaires PAC que les agriculteurs doivent remplir avant le 30 avril, s'ils veulent bénéficier des aides de la politique agricole commune.

Pour se satisfaire de telles

mesures Chirac est aussi pingre que Jospin. D'ailleurs, quand il s'agit de résoudre les problèmes des plus démunis, les uns et les autres, les Chirac et les Jospin, prennent leur temps et regardent à deux fois avant de débloquer les aides.

Même les dernières mesures du gouvernement, comme la livraison de maisons préfabriquées tout équipées, arrivent bien tard et sont bien insuffisantes face à l'ampleur des besoins. Et que dire aussi de la mise en service tardif des pompes à haut

débit dont on découvre l'existence des semaines après le début des inondations?

Ce n'est pas que l'argent manque, mais les fonds dont devraient bénéficier les sinistrés, ne serait-ce que pour soulager leur détresse, sont réservés en priorité à d'autres, en particulier au patronat pour lequel Chirac et le gouvernement ne comptent pas si chichement.

Michel ROCCO



Des habitants d'Abbeville inondée, en colère.



# FRANÇOIS HOLLANDE ET LE SOCIALO-CHIRAQUISME

« **Le diable a un nom : il s'appelle Arlette** » titrait la semaine dernière le **Nouvel Observateur**, évoquant la frayeur qui agiterait en ce moment le **Parti Socialiste** à l'idée de voir tout ou partie de l'électorat de l'extrême gauche refuser de lui apporter ses suffrages au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2002. **Le Parisien**, **Libération**, **Le Figaro**, ont eux aussi consacré beaucoup de place à ces spéculations sur l'élection présidentielle à venir. A l'origine de tout cela, les déclarations du secrétaire national du **Parti Socialiste**, **François Hollande**, le 25 avril, dans l'émission télévisée **Les quatre vérités** (sur les ondes de France 2).

D'après François Hollande, il y a même deux extrêmes gauches. Une respectable, celle qui après avoir fait entendre sa petite voix au premier tour, a l'habitude d'appeler bien sagement à voter pour le **Parti Socialiste** au second. L'autre qui ne prendrait pas position pour ce parti au second tour, et qui du coup ne serait même plus de gauche, qui ferait le jeu de la droite, et pour laquelle François Hollande a inven-

té l'expression de « *gaucho-chiraquisme* ». Nous ne savons pas si François Hollande faisait état d'une crainte véritable, s'il jouait à se faire peur ou s'il avait simplement trouvé un prétexte pour s'en prendre à la fraction de l'électorat populaire qui n'a pas envie de voter pour le **Parti Socialiste** au deuxième tour.

Coluche avait en son temps trouvé une bonne formule pour résumer la différence qui existe entre la dictature et la pseudo-démocratie parlementaire. Il disait que ce qui résumait la première, c'était « *Ferme ta gueule !* », alors que l'essence de la seconde c'était « *Cause toujours !* ».

C'est manifestement comme cela que le secrétaire national du **Parti Socialiste** conçoit la démocratie. Que les travailleurs qui ne sont pas satisfaits de la politique du gouvernement Jospin le manifestent par le vote au premier tour, il veut bien l'admettre. Mais si au second ils ne viennent pas bien gentiment donner leur voix à la gauche gouvernementale, c'est qu'ils font le jeu de Chirac !

Mais qui « fait le jeu » du grand patronat ? La grande presse a même répété à satiété que **Lutte Ouvrière** n'appelait plus à voter au deuxième tour pour le **Parti Socialiste** depuis 1988. En réalité, nous n'avons appelé à voter aux élections présidentielles pour François Mitterrand qu'en 1974 et en 1981, parce que la droite était au pouvoir sans aucune interruption depuis 1958, et que nous étions solidaires des travailleurs qui souhaitaient voir arriver la gauche au gouvernement. Mais après 1981, justement

parce que les travailleurs avaient commencé à faire l'expérience de cette gauche au pouvoir, nous n'avons jamais appelé à voter pour le **Parti Socialiste**. Et personne alors ne s'en souciait.

Depuis quatre ans qu'ils sont au gouvernement, les Hollande et les Jospin ont multiplié les cadeaux aux entreprises, au détriment des travailleurs. Ils se refusent à faire quoi que ce soit de sérieux pour empêcher des grandes sociétés, dont les affaires sont florissantes d'enchaîner suppressions d'emplois sur suppressions d'emplois. Ils font les yeux doux à l'électorat petit-bourgeois, dans l'espoir qu'il leur permettra de rester au gouvernement. Mais ils considèrent comme acquis que les travailleurs leur apporteront leurs voix en dépit de tout, que le titre de « socialistes » dont ils se parent leur apportera automatiquement les suffrages populaires. Et malgré l'avertissement qu'a constitué pour eux le résultat des élections municipales, ils se sont bornés à des bonnes paroles sur les fermetures d'usines ou de magasins annoncées par Danone, Moulinex, Marks et Spencer, et bien d'autres. Et ils n'ont même pas relevé les minima sociaux.

Et ne pas voter pour eux, ce serait faire le jeu de la droite ? Mais ils se moquent du monde. Ce sont ceux qui font la politique du patronat qui font le jeu de la droite.

Le **Parti Socialiste** est d'autant plus responsable de la situation que l'un de ses objectifs avoués était le « rééquilibrage de la gauche », c'est-à-dire de renforcer son influence

électorale aux dépens de celle du **Parti Communiste**. Il y a réussi avec l'aide d'ailleurs des dirigeants de ce parti. Le **PCF** est passé en quelques années de plus de 20% des voix à moins de 10%. Mais du même coup le **Parti Socialiste** a scié la branche sur laquelle il était assis. Mais **Lutte Ouvrière** n'est pour rien dans ce recul électoral du **PCF**.

Les institutions de la Cinquième République (que Mitterrand avait dénoncées à l'origine, avant de s'en accommoder, de se couler dedans, et tout le **Parti Socialiste** avec lui) sont pipées : au deuxième tour de l'élection présidentielle, il ne peut y avoir que deux candidats, et d'après ces gens-là, il serait obligatoire de choisir entre deux candidats qui défendent en fait la même politique.

Eh bien oui, les travailleurs ont le droit de refuser de choisir entre la vraie droite et la fausse gauche, entre des gens qui n'ont qu'une seule ambition : présider à la gestion des affaires de la bourgeoisie.

Car c'est bien des travailleurs qu'il s'agit, et pas seulement des prises de position de tel ou tel courant politique. Aucun candidat, aucun parti n'est propriétaire des voix qu'il a obtenues au premier tour de quelque élection que ce soit. Et quelles que soient les opinions qu'il exprime à la veille du second tour, ce sont les électeurs qui décident ce qu'ils vont faire.

Nous sommes évidemment satisfaits que nos résultats électoraux aient sensiblement progressé au cours de ces dernières années, parce que cela prouve que les idées

que nous défendons rencontrent de plus en plus d'écho parmi les travailleurs. Mais il faut vraiment mépriser les travailleurs pour croire, comme François Hollande, que s'ils s'abstiennent au second tour, c'est uniquement parce qu'Arlette Laguiller ne leur a pas donné la bonne consigne de vote, alors que c'est leur propre expérience qui leur a appris que le **Parti Socialiste** au gouvernement est tout autant au service des industriels et des banquiers que les partis de droite.

Ce qui gêne François Hollande, c'est d'ailleurs cela. Ce n'est pas qu'Arlette Laguiller se refuse à appeler à voter pour le **Parti Socialiste** au second tour de la prochaine élection présidentielle. C'est que ce faisant elle exprime, comme les élections municipales l'ont montré, l'opinion d'une fraction croissante de la classe ouvrière, qui n'a pas soutenu les listes de la « gauche plurielle » au second tour. François Hollande pourrait aussi se demander pourquoi c'est dans les quartiers populaires, parmi la population que le **Parti Socialiste** considère comme son électorat naturel, que l'abstention a été la plus forte, ce qui est une autre manière d'exprimer son désaveu.

Si le **Parti Socialiste** et ses alliés de la « gauche plurielle » sortent perdants des prochaines échéances électorales, ils ne pourront s'en prendre qu'à eux-mêmes. Et ce n'est certainement pas en accusant ceux qui les critiquent qu'ils regagneront du crédit auprès des travailleurs.

**François DUBURG**

## Les mesurette du gouvernement

# C'EST RIEN, ET ÇA SE VOIT !

Les mesures annoncées par le gouvernement socialiste prétendent pour s'opposer aux licenciements n'ont pas convaincu grand-monde parmi les travailleurs.

Ces mesures sont en effet bien insignifiantes. Elles se résument à une indemnité légale de licenciement qui passe de un dixième de mois par année d'ancienneté à un cinquième de mois par année d'ancienneté. Elle a doublé. Le gouvernement sait manier les chiffres pour valoriser ses choix mais évite de faire les calculs. Car le double de pas grand-chose, cela ne fait pas grand-chose. D'ailleurs la plupart des conventions collectives accordent déjà nettement plus aux salariés, comme par exemple la convention collective de la métallurgie.

Les autres mesures de Guigou sont de la même eau, souvent inférieures à ce qui existait jusque-là, comme par exemple, les congés appelés improprement « congés de reclassement » d'une durée de 6 mois qui ne concernent que les entreprises de plus de 1000 salariés et qui offrent encore moins d'obligation de reclassement

qu'auparavant. Tout est à l'avenant. Les actionnaires devront discuter de « l'impact social et territorial » de la restructuration envisagée et les comités d'entreprise seront « consultés » et non plus « informés ». Cherchez la différence ! Une autre mesure est présentée comme une « novation essentielle » : les entreprises de plus de 1000 salariés qui ne mettraient pas en place de dispositif pour créer des activités nouvelles seront soumises à une contribution financière dont le montant n'a pas encore été fixé. Bigre ! Une taxe future donnerait aux patrons des grosses entreprises le droit de licencier. Pas de quoi épouvanter ces patrons qui sont payés - et largement - pour savoir que les licenciements leur procurent des plus-values boursières qui compensent, et bien au-delà, les coûts des licenciements.

Personne ou presque ne s'est donc vraiment risqué à défendre ces mesures. *L'Humanité* écrit malgré

tout que ces mesures ne sont « pas négligeables », dans son numéro de lundi 30 avril, « mais qu'elles laissent pour l'essentiel de côté la question de la prévention de licenciements ». Les organisations syndicales ont estimé que les mesures sur le « durcissement des plans sociaux » n'allaient pas bien loin (à part la **CFDT** qui, par la bouche de Nicole Notat, trouve les mesures gouvernementales « utiles pour les salariés ») et même la **CFTC** juge qu'elles ne sont pas « exceptionnellement nouvelles ».

Si même eux le disent ! Le gouvernement n'a même pas la hardiesse de faire semblant, rien que semblant, d'être un peu audacieux.

Qu'il ne s'étonne pas si les travailleurs de plus en plus nombreux jugent que les Jospin, Guigou, Fabius ne sont pas de leur côté, mais dans le camp du patronat.

**Aline RETESSE**

## LE PARTI SOCIALISTE VOTE LE TRAVAIL DE NUIT POUR LES FEMMES

Le Parlement a donc adopté définitivement la suppression de l'interdiction du travail de nuit pour les femmes, justifiée, entre autres, par « la nécessité d'assurer la continuité de l'activité économique », ce qui donne un peu plus encore les mains libres au patronat.

Cette interdiction datait de 1892, mais était déjà largement battue en brèche : 750 000 femmes travaillent la nuit, non seulement dans le secteur hospitalier, mais aussi dans l'hôtellerie, la restauration et le nettoyage. Jusqu'alors les patrons devaient obtenir une dérogation. Il leur suffira désormais d'un accord d'entreprise ou de branche pour contraindre les femmes à travailler la nuit.

Les députés **PS** ont voté pour, le **PCF** a voté contre, la droite reprochant au texte de ne

pas aller assez loin.

Ce texte a été inclus dans une loi relative à l'égalité professionnelle entre hommes et femmes. Comme quoi les grands principes peuvent cacher des infamies. Les femmes représentent 78 % des salariés pauvres, 85 % des emplois à temps partiel, et gagnent en moyenne 25 % de moins que les hommes. Cette inégalité-là ne trouble pas les élus.

Les études médicales montrent la nocivité du travail de nuit, pour les hommes comme pour les femmes, en terme de santé. Hormis dans les secteurs qui nécessitent une continuité du service indispensable à la collectivité (santé, transports...), le travail de nuit devrait être interdit pour les femmes comme pour les hommes.

**Christian BERNAC**



Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

## TRIBUNE

# Algérie: RÉVOLTE CONTRE LE MÉPRIS, LE CHÔMAGE, LA MISÈRE

C'est à une soixantaine de morts, tués par balles et à des centaines de blessés que s'élève pour l'instant le bilan des manifestations et émeutes qui se déroulent depuis plus d'une semaine en Algérie, dans la région de Kabylie.

L'assassinat d'un jeune, passé à tabac puis abattu d'une rafale de mitraillette dans la gendarmerie de la ville de Beni Douala, a été à l'origine de la vague de révolte. Celle-ci s'est propagée aux deux capitales régionales, Tizi-Ouzou et Bejaia, mais aussi à une multitude de villes plus petites où la répression s'est souvent montrée la plus violente. A plusieurs reprises la gendarmerie a tiré sur les manifestants. A Alger et Boumerdès, banlieue de la capitale, des étudiants ont manifesté contre la répression.

Les manifestants de Kabylie, des jeunes surtout, ont harcelé les gendarmes et CNS (l'équivalent de nos CRS), s'en sont pris à tout ce qui symbolisait les pouvoirs publics, les gendarmeries, dont plusieurs ont été prises d'assaut, les sièges des «daïra» (l'équivalent de nos cantons), les impôts, la poste, etc. Et ce n'était pas que la révolte de la jeunesse: leurs aînés manifestaient également, leurs parents se solidarisaient d'eux, montrent les divers reportages.

Ce serait un nouveau printemps berbère, a écrit la presse française, rapprochant ces émeutes de celles d'avril 1980 dont c'était l'anniversaire. C'est notre culture qu'on assassine, disaient les organisateurs du rassemblement de protestation qui a eu lieu à Paris le dimanche 29 avril. C'est un génocide y clamait Malika Matoub, sœur du chanteur kabyle assassiné, qui en appelait au calme des manifestants. Elle se faisait ainsi l'écho de la politique des deux partis qui rivalisent sur le terrain du régionalisme kabyle, le RCD, créé par les anciens dirigeants du Mouvement culturel berbère des années 80, et qui, depuis l'arrivée au pouvoir de Bouteflika est entré au gouvernement (même s'il menace aujourd'hui de le quitter), et le FFS d'Aït Ahmed resté dans l'opposition et reprochant «aux cercles du pouvoir» d'avoir «perdu la maîtrise de la situation, de leurs réseaux politiques et de leurs appareils de sécurité». L'un comme l'autre se sont efforcés en Kabylie d'appeler au calme. Le FFS a même annulé l'appel qu'il avait lancé à une manifestation contre la répression samedi 28 avril à Bejaia, de peur de ne pas pouvoir la canaliser. Elle a eu lieu sans lui.

Même si le mépris du pouvoir à l'égard de la population de Kabylie s'exprime aussi par la non-reconnaissance de la langue régionale (tamazight), réduire la révolte à la seule revendication culturelle ou à une demande d'autonomie régionale, qui ne peut intéresser que les notables politiques locaux, est trop commode pour les partis politiques kabyles. C'est leur façon de détourner la colère sociale et de revendiquer leur part de pouvoir.

C'est trop commode pour le pouvoir lui-même. La promesse de prendre en compte la revendication culturelle est bien la seule que le président Bouteflika ait consenti à

faire à la télévision, lundi 30 avril, en même temps qu'il présentait ses condoléances aux familles des victimes. C'est l'énième fois que le pouvoir utilise cette promesse sans y donner suite.

«Dites-leur qu'ils ne sont pas morts pour la revendication de tamazight. Ils sont morts parce qu'ils dénonçaient la hogra [mépris] et la misère sociale» déclarait à l'adresse des journalistes présents devant la morgue de Tizi-Ouzou un père venu chercher le corps de son fils. (Cité par le journal El Watan du 30 avril). «Il est faux de croire que la révolte a éclaté pour revendiquer tamazight. Nous ne voulons plus de cette mal vie, de la hogra, du chômage, de la crise de logement et de la corruption. Nous avons faim, venez vivre ici et vous verrez de quoi nous parlons» disaient, selon le reportage du Matin du 28 avril, des manifestants de la petite ville d'Ouzellaguen où trois d'entre eux ont été tués. «Nos enfants veulent du travail, poursuit un homme d'un certain âge», rajoute ce journal.

Le mépris des autorités vis-à-vis des couches pauvres de la population, les hausses de prix qui ont été vertigineuses au cours des dix dernières années, la crise du logement et la distribution des logements sociaux par combines, le chômage qui s'est encore aggravé avec les restructurations des entreprises d'État et les privatisations sont bien les raisons les plus profondes de la révolte. Ce sont des problèmes communs à toute l'Algérie.

Après l'effervescence politique et sociale qui avait suivi l'automne 1988 et les espoirs, trompés par les nouveaux partis dits «démocrates», c'est le développement des courants réactionnaires intégristes puis, à partir de 1992, la guerre que se sont livrés l'armée et les groupes islamistes qui ont pris le devant de la scène. Cela a servi à étouffer les revendications sociales. La libération des prix, les licenciements pouvaient être présentés comme de moindres maux face aux problèmes sécuritaires. Et c'est la population des quartiers les plus pauvres qui a subi le quadrillage du pays, les opérations de police, les rafles qu'effectuait l'armée, au nom de la lutte contre les groupes armés islamistes.

Mais, bien plus que les intégristes, avec lesquels le pouvoir a négocié à plusieurs reprises et que l'opposant Aït Ahmed recommande d'associer au gouvernement du pays, c'est la population pauvre du pays que craignent la dictature militaire et la poignée de nantis qu'elle protège.

Les émeutes de Kabylie ne sont pas un fait isolé. Il y a à peine un mois des grèves ont eu lieu en Algérie, notamment dans l'industrie pétrolière et ses activités annexes. Ce n'est ni le mécontentement ni la combativité qui manque partout dans le pays, mais leur cristallisation dans un programme et un parti qui défende les intérêts des couches laborieuses.

Olivier BELIN

Convergences Révolutionnaires numéro 14 (mars-avril):

Dans ce numéro, un dossier sur les méfaits de la domination de la France sur l'Afrique; le point sur l'offensive patronale contre les retraites; les perspectives de l'extrême gauche après les municipales; correspondances d'entreprises: Danone, Renault, la Poste, tram-voitures rouennaises.

Pour se procurer ce numéro, 10 F, écrire à Lutte Ouvrière, pour la fraction.

Abonnement: un an 60 F, de soutien 100 F.

## Leur société

# LE CHÔMAGE DIMINUE UN PEU, LA PRÉCARITÉ AUGMENTE BEAUCOUP

Alors qu'à la suite de Danone et Marks et Spencer, AOM, Philips, Bull, Valéo, Alcatel, Moulinex, Dim ont annoncé en quelques semaines des plans de milliers de suppressions d'emplois et de nombreuses fermetures de sites, Guigou se montre plutôt satisfaite des chiffres du chômage en mars que son ministère, dit du Travail, vient de faire paraître.

Officiellement le nombre des demandeurs d'emploi a diminué de 0,6% ce qui a conduit le ministre à se réjouir de la «viguerie de la diminution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée» qui sont pourtant au nombre de 674 600 pour ceux encore inscrits dans les fichiers de l'ANPE. Et au-delà de ces déclarations d'autosatisfaction et de ce pourcentage dérisoire, subsistent deux millions de personnes sans travail et même plus de deux millions et demi, si on ajoute ceux qui n'ont eu qu'une activité réduite dans le mois. Et autant dire qu'avec l'avalanche de réductions d'effectifs programmées par nombre de grands groupes, la perspective de retrouver un travail se trouve encore plus fermée.

La situation des chômeurs ayant subi un licenciement économique risque même de se détériorer à partir de juillet avec l'entrée en vigueur du PARE (le plan d'aide au retour à l'emploi) concocté par le Medef. A cette occasion, l'indemnisation des victimes de licenciements économiques risque

d'être amputée par la mise en place d'un nouveau délai de carence à l'issue de la période dite de «reclassement», et la durée de celle-ci réduite dans les entreprises où elle excédait six mois.

Quant à la possibilité de retrouver un emploi, cela n'a rien d'évident. Le gouvernement n'est pas trop regardant quand il se félicite (lui-même et les patrons) de 100 000 créations d'emplois au premier trimestre de cette année. Non seulement ce nombre est sans commune mesure avec ce qui est nécessaire pour permettre à des millions de femmes et d'hommes de retrouver un travail et une vie convenables, mais il englobe les contrats les plus précaires et l'intérim. L'an dernier, par exemple, une embauche sur six s'est faite en intérim. Depuis 1990, l'emploi stable n'a progressé que de 2%, et les emplois précaires, eux, sont montés en flèche, les CDD augmentant de 60% et l'intérim de 130% au point qu'en janvier de cette année, les travailleurs en intérim étaient 763 800, soit 4,5% des salariés.

Profitant de la pression du chômage, de grands groupes comme Renault, Citroën, Peugeot, Usinor ou d'autres se servent de milliers de travailleurs en intérim pour adapter la main-d'œuvre aux aléas de la production. Et bien que régulièrement le PS fasse mine de s'indigner et annonce, comme il l'a encore fait l'année dernière, une «action résolue contre la précarité», le gouvernement laisse libre cours aux desiderata des patrons.

Annie ROLIN

# LE CONSEIL RÉGIONAL D'ILE-DE-FRANCE « DÉGÈLE » LA SUBVENTION À DANONE

Les dirigeants de Danone viennent d'annoncer que leur groupe allait finalement bénéficier de subventions pour l'implantation d'un centre de recherche dans l'Essonne. Celles-ci avaient été «gelées» par le Conseil régional d'Ile-de-France à l'annonce de la décision du groupe de supprimer des centaines d'emplois. Le gel n'aura donc duré que trois semaines. La chaleur des relations entre les dirigeants socialistes et le patronat y a été pour beaucoup.

En décembre, le Conseil régional avait voté 10 millions de subventions, sur une enveloppe totale de 33 millions, incluant la contribution des autres collectivités locales. Seuls les trois élus de Lutte Ouvrière avaient voté contre cette subvention scandaleuse à un groupe qui fait des profits. L'émotion suscitée par le plan de Danone et par l'annonce de la fermeture des sites de Calais et de Ris-Orangis, le 5 avril, avait obligé la majorité de gauche du Conseil régional à

faire un geste, rien qu'un geste. Son président, le socialiste Jean-Paul Huchon, avait annoncé qu'il gelait «la mise en place des aides prévues et non encore engagées dans l'attente d'une concertation avec les dirigeants du groupe».

L'attente ne fut pas longue. Trois semaines après, Huchon se rendit chez Franck Riboud, PDG de Danone. Une rencontre fructueuse pour le licencié puisque, aussitôt, la direction de Danone annonçait que «les collectivités locales ont confirmé les engagements qu'elles avaient pris». Huchon, lui, ne s'est pas vanté des résultats de son entrevue.

Inutile de préciser que Danone n'est absolument pas revenu sur son plan de licenciements. Bref, les dirigeants du PS ont une nouvelle fois choisi de soutenir les licenciés. Les travailleurs de Danone, et d'ailleurs, apprécieront.

C.B.



Philippines

# L'ANCIEN PRÉSIDENT ARRÊTÉ POUR CORRUPTION

**L'ancien président des Philippines, Joseph Estrada, destitué en janvier dernier par la pression de la rue, des milieux d'affaires et de l'armée, a fini par se rendre à la justice après avoir tenté d'y échapper pendant plusieurs mois. Il est accusé notamment de différents détournements d'argent: délits d'initié à la Bourse, comptes fictifs, détournement de quelque 400 millions de dollars. Il a même empoché 60 millions de redevances sur une loterie clandestine.**

Cet ancien acteur, ce qui lui avait assuré au départ une certaine popularité, était entré en fonction en juin 1998, après une campagne électorale où il s'était présenté comme le « candidat des pauvres ». C'était pure démagogie. A peine élu, il se faisait donner les pleins pouvoirs sous prétexte de résister à la crise financière et économique qui ravageait alors le sud-est asiatique. Avec lui étaient revenus au premier plan des anciens partisans de l'ex-dictateur Marcos, dont le régime s'était effondré en 1986.

Estrada a tout de suite montré son vrai visage en faisant tout pour qu'on réduise une amende fiscale frappant un affairiste local, Luci Tan.

Quand il a fallu faire face à la fermeture de plus de 1 300 entreprises et à 5 millions de chômeurs (officiels) en 1999, l'ancien acteur n'a rien fait pour s'opposer aux décisions du patronat. Il s'en est suivi une forte dégradation des conditions de vie des masses pauvres, puisque désormais un Philippin sur cinq survit dans des petits boulots, dans un pays qui compte près de 73 millions d'habitants.

Pour mieux préserver les intérêts des possédants, le président corrompu, et surtout son entourage, a maintenu une politique d'austérité qui a jugulé l'inflation, rassurant un temps les banquiers qui prêtent de l'argent aux Philippines.

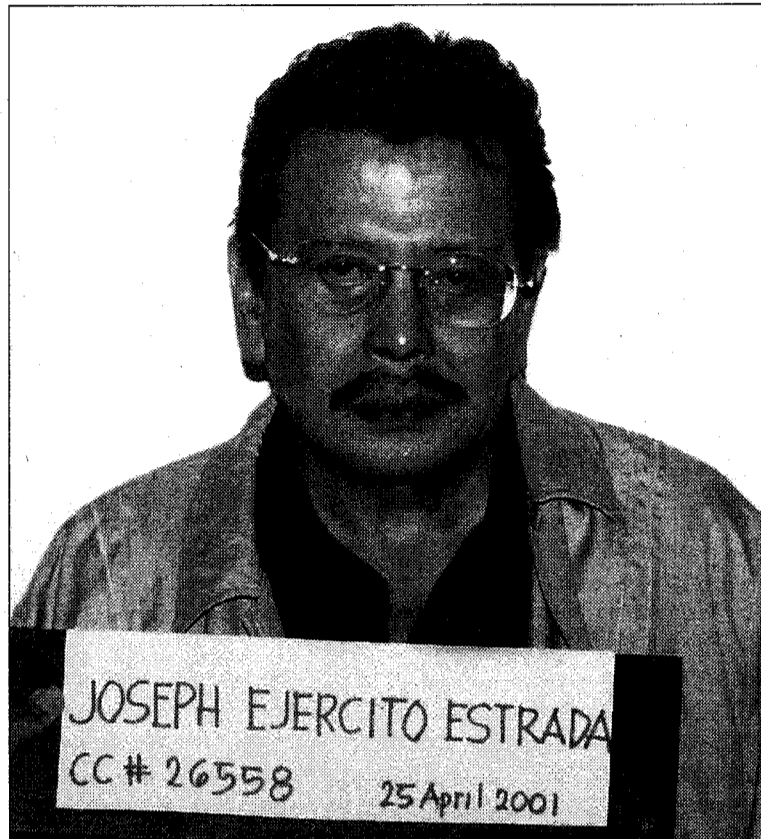
Mais, aux yeux des classes dirigeantes, il est apparu comme dépassé par le regain d'activité des différentes guérillas en 1999, tandis qu'en politique extérieure, ses réactions intempestives, notamment vis-à-vis de la Chine, inquiétaient les Etats-Unis qui n'avaient pas l'intention de laisser qui que ce soit risquer de modifier les équilibres de la région.

En janvier 2000, Estrada a essayé de se maintenir en selle en se débarrassant des hommes politiques et conseillers dont il était entouré. Cette épreuve de force a débouché sur sa mise à l'écart par une décision du sénat en avril 2000. La justice philippine vient de se décider à engager des poursuites contre lui.

La nouvelle de son arrestation a fait descendre dans la rue une partie du petit peuple. Certains restent sous le charme de l'ancien acteur et de ses promesses non tenues. Il est vrai qu'au cours de ses 31 mois de pouvoir, il ne rechignait pas à recevoir des petites gens dans son palais présidentiel, pratiquant une sorte de clientélisme direct.

Une partie de la population pauvre est sous l'influence d'une secte religieuse, dont le dirigeant était l'allié d'Estrada. Etant lui aussi cité dans une affaire de détournement de fonds, il a voulu montrer qu'il ne restait pas sans influence et qu'il entendait monnayer celle-ci contre son impunité. On ne doute pas que les magistrats philippins en tiendront compte.

En finir avec la corruption des classes riches, sortir la grande masse des pauvres de la misère, ce sont des thèmes qui permet-



tent peut-être à des aventuriers comme Estrada, ou à des politiciens comme la nouvelle présidente Arroyo, de se faire élire. Ce qui montre que la différence entre un politicien et un aventurier dans un pays comme les Philippines, mais aussi dans d'autres pays, reste bien mince. Pour s'émanciper des formes

que prend la dictature de l'argent, seule la révolution des ouvriers et des paysans pourrait le permettre. Mais pour cela, les travailleurs pauvres ne doivent croire ni en dieu, ni en César, ni en un tribun, ni dans des saltimbanques affairistes.

Jacques FONTENOY

## Espagne

### Madrid

# LES OUVRIERS DE SINTEL EN LUTTE

**Depuis le 29 janvier, les ouvriers de l'entreprise Sintel campent sur l'avenue de la Castellana, en plein centre résidentiel de Madrid, en face du ministère des Sciences et de la Technologie. Ils en sont à trois mois de lutte pour exiger le paiement de leurs salaires. Depuis 1997, ils connaissent suppressions d'emplois, plans de licenciements et, depuis juin 2000, les salaires ne sont plus versés!**

Les 1 800 ouvrières et ouvriers ont décidé de s'installer en face du ministère et à côté de leur entreprise-mère: le grand trust des télécommunications, la Telefonica.

Ils ont construit un véritable village avec des tentes de camping, des bâches et des chalets en bois. L'eau et la lumière sont pris sur la voie publique et ils utilisent leurs connaissances en télécommunication pour organiser toute l'infrastructure et les contacts.

Près d'un millier d'entre eux vivent là avec douches, toilettes... Ils sont décidés à résister et à camper jusqu'à l'obtention de leurs salaires en retard et le maintien de l'ensemble des emplois.

Une pancarte annonce le campement. On y lit: «*Monsieur le ministre, joyeuses fêtes!*» Les femmes et l'ensemble des familles participent activement. Manifestations, assemblées dans d'autres entreprises et dans des quartiers ouvriers se sont multipliées. Le soutien de nombreux

travailleurs se manifeste sous diverses formes: collectes, de la nourriture donnée par des travailleurs des grands magasins, visites en délégation du campement et discussions nombreuses.

Pour le 5 mai, les travailleurs du grand magasin *Corte Inglés* préparent sur une des grandes avenues des quartiers chics de Madrid, la Castellana, une fête, à la manière des fêtes sévillanes... mais une fête ouvrière sans riches et sans fils-à-papa!

Jusqu'à présent, la presse a fait le black-out sur la lutte de ces travailleurs, se contentant de quelques lignes dans les grands quotidiens et quelques secondes sur deux chaînes de télévision. Et comme le disait la femme d'un ouvrier, interrogée par la télévision: «*Ils coupent lorsqu'on dit que les capitalistes nous volent et qu'on n'est pas les seuls à être volés. Ils ne*

*gardent que les phrases qui provoquent l'apitoiement.*»

L'entreprise Sintel, entreprise de la branche des télécommunications, était auparavant une filiale de la Telefonica. Elle a été séparée de la maison-mère en 1990 et transformée en une entreprise de sous-traitance.

Les liens juridiques avec les travailleurs de Telefonica furent rompus et l'emploi y est devenu de plus en plus précaire.

En 1996, Sintel a été vendue à un industriel cubain de Miami, Mas Canosa, connu pour son anticastrisme et lié à la mafia cubano-américaine. La vente fut réalisée pour 18 milliards de francs. Telefonica n'en a encaissé que trois et s'est approprié le patrimoine immobilier de 85 milliards pour non-paiement de la part de Canosa.

Il devient ensuite bien difficile de s'y retrouver dans les

magouilles des financiers, de la Telefonica et du gouvernement, mais les bénéficiaires de Sintel, qui furent constants et importants entre 1996 et 1999, sont partis dans les poches d'affairistes et de politiciens, plaçant l'entreprise en suspension de paiement.

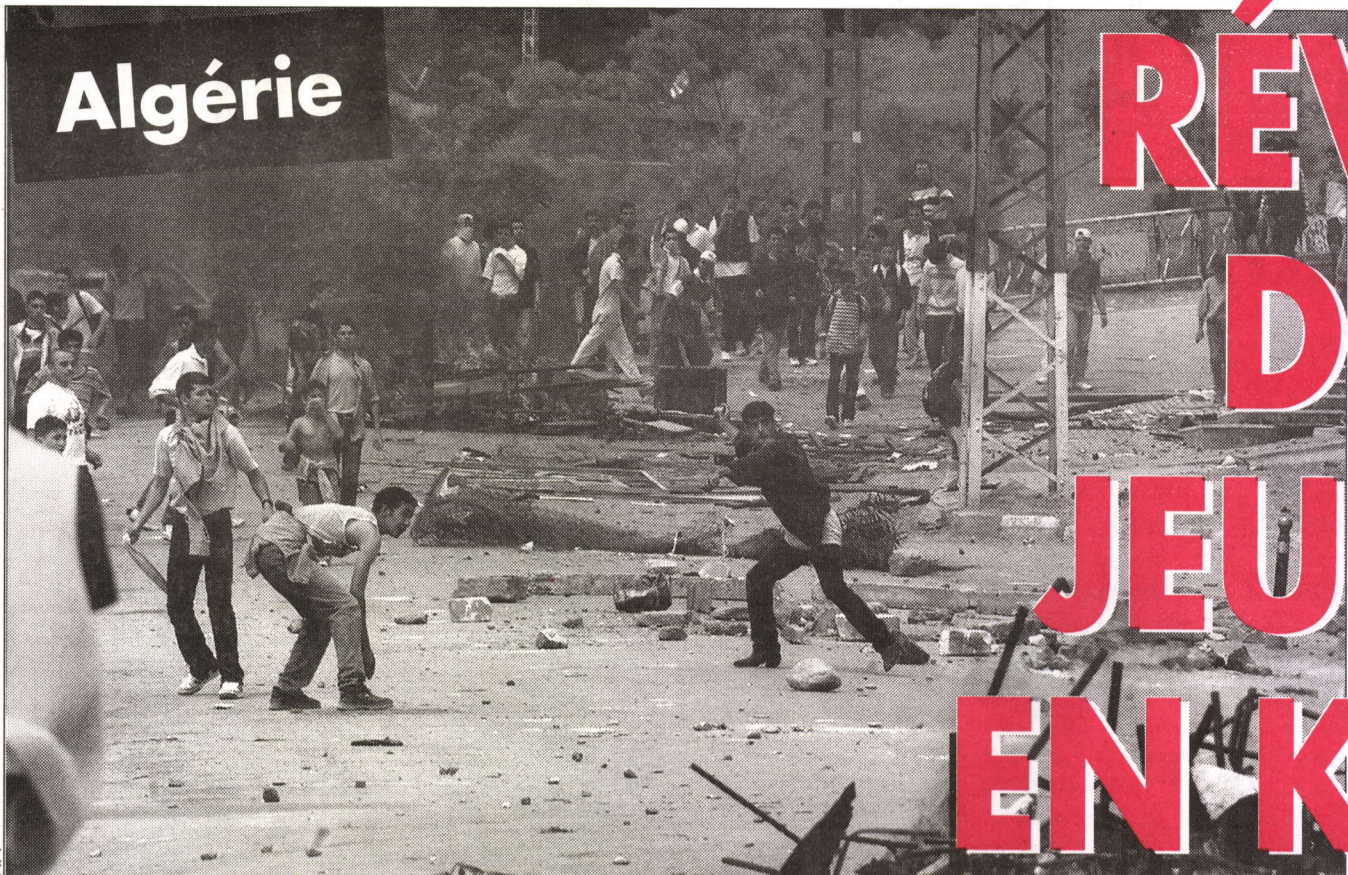
Aujourd'hui, les 1 800 travailleurs de Sintel disent non au vol du fruit de leur travail et sont bien décidés à aller jusqu'au bout. Cette lutte regroupe des travailleurs venus des quatre coins du pays, Andaloux, Basques, Catalans, Asturiens, Galiciens, et qui se retrouvent dans ce petit village ouvrier implanté en plein coeur de Madrid, dans le quartier le plus riche de la ville, au pied des ministères et des sièges sociaux des grandes entreprises.

Ils montrent, à leur façon, qu'il existe des travailleurs qui ne se résignent pas.

B.S.



Algérie



# RÉVOLTE DE LA JEUNESSE EN KABYLIE

**60 morts, plus de 1000 blessés, des villes et des villages saccagés, c'est le bilan, sans doute malheureusement provisoire, des émeutes en Kabylie.**

Tout a commencé, il y a une quinzaine de jours, le 18 avril, à Beni Douala. Un jeune lycéen interpellé et emmené à la gendarmerie, y a été tué d'une rafale de kalachnikov. De premières émeutes ont opposé des jeunes aux gendarmes. Quelques jours plus tard, à Amizour, deux jeunes encore ont été interpellés et malmenés par la brigade de gendarmerie. La brigade a été attaquée à coups de pierres. Les véhicules de la gendarmerie ont été incendiés, ainsi que certains édifices administratifs dont la sous-préfecture.

C'est bien l'attitude de la gendarmerie qui a mis le feu aux poudres dans toute la Kabylie. Ces unités qui ont été renforcées ces dernières années du fait de la situation sécuritaire, sont de plus en plus contestées. Elles sont souvent originaires d'autres régions. Elles se livrent fréquemment à divers trafics ou rackets sur le dos de la population, ont tendance à suspecter les habitants de complicité avec les terroristes et se comportent avec arrogance et mépris.

## Un chômage massif

Mais c'est la situation économique et sociale qui a poussé les jeunes à la révolte. Le chômage est massif. Il touche entre 30 et 40 % de la population active. Des centaines de milliers d'emplois ont été supprimés au cours des dernières années à la suite des restructurations et des fermetures d'entreprises. La grande majorité des jeunes n'a aucun espoir de trouver du travail ni un logement. C'est vrai en Kabylie, mais pas seulement. C'est ainsi qu'au cours

de ces derniers mois, un peu partout en Algérie, des protestations, des incidents violents ont éclaté pour protester contre les attributions injustes des logements sociaux en nombre dérisoire par rapport aux besoins.

De nouveaux plans de licenciements sont prévus, destinés à allécher d'éventuels investisseurs étrangers qui seraient candidats au rachat d'entreprises privatisables. Aucun secteur de l'économie n'est désormais à l'abri, y compris la Sonatrach, l'entreprise nationale des hydrocarbures.

Ces dernières semaines, à l'appel de l'UGTA, une grève de 24 heures a eu lieu dans le secteur des hydrocarbures, grève qui s'est étendue à d'autres secteurs, comme la métallurgie. Quelques jours plus tard, une autre grève de 24 heures a paralysé le secteur des finances, les banques et les assurances.

Aujourd'hui, la vie et les conditions d'existence de la grande majorité de la population sont devenues insupportables et le pouvoir redoute que l'agitation, les émeutes qui se sont étendues rapidement en Kabylie gagnent d'autres villes et d'autres régions. Pour le moment l'agitation semble avoir gagné quelques universités d'Alger.

## Rien à attendre du gouvernement...

Dans son discours télévisé, Bouteflika a fait quelques vagues promesses en direction de la jeunesse kabyle. Il a annoncé à nouveau son plan triennal de relance économique, il a annoncé la constitution d'une commission d'enquête et a envisagé une modification de la constitution reconnaissant la langue berbère comme une langue nationale, mais sans engagements fermes et précis.

Sur cette question, Bouteflika tente de ménager la chèvre et le chou. Il tient compte de ses alliés, partisans de l'arabo-islamisme,

mais il semble aussi tendre la perche aux partis qui ont une influence en Kabylie et qui vont probablement essayer de reprendre le contrôle du mouvement, en mettant l'accent sur ce qu'ils appellent la question «identitaire» et sur les revendications nationalistes berbères.

## ... comme des partis d'opposition

Jusqu'à présent le mouvement de révolte de la jeunesse échappe à l'influence du RCD (Rassemblement pour la Culture et la Démocratie) associé jusqu'à ces derniers jours au gouvernement, dirigé par Saïd Saadi, tout comme au contrôle du FFS (le Front des Forces Socialistes) dirigé par Aït Ahmed. Les manifestants semblent méfiants à leur égard. De nombreux locaux de ces partis ont été saccagés comme l'ont été des bâtiments

administratifs ou des locaux du FLN. Face à cette situation, le RCD a décidé de quitter le gouvernement, sans doute pour tenter de regagner un peu de crédit vis-à-vis de tous ceux que la répression indignée. Quant au FFS, il cherche à donner un caractère pacifique à la protestation, allant jusqu'à décommander - sans succès d'ailleurs - les marches de Tizi-Ouzou et Bejaïa du samedi 28 avril. Par ailleurs, Aït Ahmed et le FFS opposent à la commission nationale d'enquête que propose Bouteflika, une commission d'enquête internationale concernant tout ce qui s'est passé depuis 1992 et font appel à l'intervention de l'Union Européenne. En réalité, il s'agit pour Aït Ahmed de relancer son projet de «solution» qui consisterait en une recomposition du pouvoir autour de Bouteflika ou d'un autre, et où le pouvoir élargirait sa «majorité» en associant

le FFS et quelques anciens dirigeants du FIS.

Calculs et manœuvres politiques vont bon train, mais ce n'est bien sûr ni du côté du RCD, ni du côté du FFS que les jeunes révoltés peuvent attendre des perspectives qui formuleraient des revendications et des objectifs politiques correspondant aux aspirations des exploités, des pauvres et des travailleurs non seulement en Kabylie mais dans l'ensemble du pays. Il y a toutes les chances pour que les dirigeants du RCD comme ceux du FFS tentent de canaliser le mouvement dans la voie des revendications nationalistes et mettent leur poids pour éviter que s'étende la contestation sociale. Or c'est bien sûr en généralisant la mobilisation à toute la jeunesse, à l'ensemble de la classe ouvrière et à tous les exploités d'Algérie que ce mouvement pourra contribuer à améliorer le sort de la population pauvre de ce pays.

# LE GÉNÉRAL N'AURA QU'À REVENIR EN VOYAGE OFFICIEL !

Pendant quelques heures, l'ancien ministre algérien de la Défense, le général Khaled Nezzar, a donc pu se demander s'il n'allait pas être retenu en France.

Venu faire la promotion de son livre, il avait manifestement négligé les précautions élémentaires qui protègent les hauts dignitaires de passage à l'étranger, fussent-ils des tortionnaires avérés : passeports diplomatiques, lettres de mission officielles et autres. Il n'avait pas prévu qu'il se trouverait la famille d'un jeune Algérien mort sous la torture et deux autres anciens détenus des bagnes qu'il alimentait, pour porter plainte contre lui, ni un juge pour

se mettre en tête de l'arrêter.

Du sang sur les mains, ce général en a incontestablement. C'est lui qui dirigeait l'armée algérienne en octobre 1988, lorsque celle-ci ouvrit le feu sur les manifestations populaires, faisant plus d'un millier de morts. Par la suite, sous prétexte d'«éradiquer» l'intégrisme islamique, il mit en œuvre contre la population une politique de terreur comparable à celle que faisaient régner les islamistes. Enlèvements, tortures, assassinats, il devint rapidement impossible de savoir si ces crimes étaient le fait du FIS (Front Islamique du salut) ou de l'armée, tant leurs méthodes et leurs rapports à la population étaient semblables.

Mais cet assassin galonné n'a pas eu bien longtemps à craindre pour sa liberté ! Le gouvernement français souhaitait tout, sauf une mini affaire Pinochet. Les contrats avec l'Algérie et la réputation de la France, terre d'asile des dictateurs, en auraient trop souffert ! Un arrangement a donc été trouvé pour que le général puisse reprendre l'avion en toute impunité. La même impunité dont jouissent en France même des gens comme ces généraux et autres tortionnaires des guerres coloniales, qui peuvent aujourd'hui, en toute tranquillité, afficher leurs crimes dans les journaux.

Daniel MESCLA



Belgique

## Procès de quatre Rwandais accusés de génocide

A Bruxelles, la cour d'assises a ouvert, le 17 avril dernier, le procès de quatre Rwandais, un universitaire, un industriel et deux religieuses bénédictines, accusés d'avoir participé au génocide au Rwanda, entre le 6 avril et le 4 juillet 1994, qui fit près de 800 000 morts. Les religieuses sont notamment accusées d'avoir livré aux miliciens hutus plusieurs milliers de personnes qui s'étaient réfugiées dans un couvent.

### Les limites du procès de Bruxelles

Mais il n'est pas question, dans ce procès, d'appeler à la barre les ministres des gouvernements, les généraux des armées, les grands prélats de l'Église catholique au pouvoir à l'époque, au Rwanda, en Belgique ou en France ; c'est-à-dire tous les protagonistes africains et européens qui avaient un réel pouvoir de décision et qui ont été mêlés de près ou de loin aux événements. Nombre d'entre eux ont une part de responsabilité dans ce qui s'est passé au Rwanda. Et c'est bien là le problème.

Le juge Vandermeersch, en charge de ce procès, n'entend pas laisser « dérapier » les débats. Du coup, les débats évoquent à peine les responsabilités de l'ancienne puissance coloniale belge, de la France depuis l'opération *Turquoise*, et de l'Église catholique. Le parquet et le ministère de l'Intérieur belges ont pris soin de verrouiller l'ensemble du procès puisque, sur dix affaires qui devaient être instruites concernant le génocide, trois seulement ont été retenues. Les affaires gênantes pour le gouvernement belge ont été écartées. Notamment celles concernant l'assassinat des dix parachutistes belges, au tout début du génocide par les milices hutus, qui entraîna le retrait des troupes belges de la Minuar (Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda), livrant les populations tutsis à leurs tortionnaires. L'ouverture d'un tel dossier aurait sans aucun

# LES RESPONSABLES DU GÉNOCIDE NE SONT PAS SUR LE BANC DES ACCUSÉS

doute mis dans l'embarras la hiérarchie militaire belge.

On juge donc aujourd'hui à Bruxelles des hommes et des femmes qui ont commis -ou aidé à commettre- des crimes atroces et, selon toute vraisemblance, ont été des acteurs actifs du génocide. Mais en définitive, ce ne sont là que les exécutants.

### Les responsables du génocide sont toujours en liberté

Ceux qui ont planifié le massacre à grande échelle de toute la population Tutsis et des Hutus modérés, comme Agathe Habyarimana, la veuve du président rwandais assassiné, l'une des « têtes pensantes » du clan des ultras hutus, ou les « idéologues » de la radio *Mille collines* qui appelaient au meurtre, et bien d'autres encore, ne sont pas inquiétés. Ils ont contribué à organiser les sinistres « Interahamwes » (miliciens hutus du Mouvement révolutionnaire national pour le développement -MRND-, parti unique du président Habyarimana). Rapatriés par avion militaire français au lendemain même des premiers massacres, nombre d'entre eux coulent aujourd'hui des jours paisibles qui en Afrique, qui en Europe, qui en France.

A l'époque, François Mitterrand avait fait porter des fleurs à Agathe Habyarimana lors de son arrivée à Paris. Il avait reçu au cours du mois

d'avril 1994, donc en plein génocide, deux responsables des massacres, respectivement leader du parti raciste CDR et ministre des Affaires étrangères du gouvernement intérimaire hutus. Les politiciens corrompus, les hiérarques militaires, les dignitaires catholiques rwandais ont distillé la haine pendant des années à tous les échelons de la société, organisé des pogroms anti-Tutsis jusqu'au génocide de 1994. Ils seront absents du procès de Bruxelles. Tout comme seront absents les responsables européens, notamment français, qui les ont soutenus.

### La complicité de l'impérialisme français

En 1990, l'armée française avait sauvé le régime dictatorial d'Habyarimana, menacé par l'offensive militaire des Tutsis du Front patriotique rwandais (FPR) de Paul Kagamé, appuyé par l'Ouganda voisin. De 1990 à 1993, le gouvernement français soutenait politiquement, financièrement et militairement le clan Habyarimana qui préparait au grand jour le massacre, multipliant les arrestations et les tueries sans que les militaires français, installés sur place, ne bronchent.

L'armée française à Kigali pratiquait l'alliance avec le pouvoir hutus, en particulier avec les Forces armées rwandaises (FAR), l'armée offi-

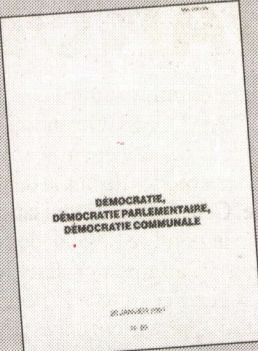
cielle de la dictature, lui apportant armes, instruction et soutien logistique. Cette aide a continué au plus fort des massacres. En dépit des dénégations du gouvernement français, il est aujourd'hui établi que l'armée française a encadré son homologue rwandaise.

Utilisant des circuits parallèles, l'impérialisme français a continué à approvisionner en armes et en munitions les FAR et les milices ultras du Hutu Power. Lorsque les troupes armées du Front patriotique rwandais (FPR) (à majorité tutsis) sont finalement entrées dans Kigali, la capitale, renversant la dictature du clan Habyarimana et provoquant la fuite désordonnée des milices du Hutu Power, l'impérialisme français -qui s'était jusque-là abstenu- est intervenu militairement dans le cadre de « l'opération

*Turquoise* », opération qui a consisté à créer une « zone de sécurité » sur le territoire du Zaïre voisin pour soi-disant protéger la population hutus qui fuyait face à l'avance de l'armée tutsis du FPR. L'impérialisme français a ainsi sauvé ce qui restait du pouvoir hutus. Sous la protection directe de l'armée française, les milices ultras hutus ont pu continuer à semer la terreur dans les camps de réfugiés, racketter la population civile hutus prise en otage, organiser la guerre contre le nouveau pouvoir installé au Rwanda, et contribuant à déstabiliser un peu plus la région des Grands Lacs.

Alors, le principal procès à faire est celui de l'impérialisme, et en particulier de l'impérialisme français.

René CYRILLE



**LES  
BROCHURES  
DU  
CERCLE  
LÉON TROTSKY**

**Notre dernière brochure :**  
**N° 89 : Démocratie, démocratie parlementaire, démocratie communale.**  
**(Exposé du Cercle Léon Trotsky du 26 janvier 2001)**  
 Prix : 10 F – Envoi contre 12 F en timbres par brochure.



# LE SUCCÈS DES SAGES-FEMMES OUVRE-T-IL LA VOIE À UN MOUVEMENT PLUS LARGE DANS LA SANTÉ?



Le mouvement de grève des sages-femmes s'est peut-être conclu vendredi 27 avril avec les dernières propositions de Bernard Kouchner. Les sages-femmes ont obtenu des assurances sur une modification de leur statut, sur l'affirmation du caractère médical de leur profession. Celles qui exercent en libéral verront une modification de la tarification des actes qu'elles exécutent, et celles qui sont dans le public une renégociation de leur grille salariale ainsi que la revalorisation d'une prime nommée désormais « prime de responsabilité médicale ».

## SOMMES-NOUS TOUS DES SAGES-FEMMES?

Cette grève a pris place dans la série de mouvements qui touchent le secteur de la santé depuis un an. L'autre point culminant de cette agitation avait été, il y a quelques mois, la grève des infirmières anesthésistes et de celles de salle d'opération. Mais les hôpitaux ont aussi vu descendre dans la rue les cadres, dont le mouvement a été moins médiati-

sé, et le personnel ouvrier, que la presse a presque totalement ignoré. Devraient suivre les aides-soignantes, les agents hospitaliers et les auxiliaires de puériculture.

Tous ces mouvements ont eu des points communs sur le plan des revendications : les salaires, qui sont en panne depuis bien des années, et la pénurie d'effectifs. Celle-ci découle de la politique du gouvernement qui applique des critères de rentabilité et calcule les emplois au plus juste. Au point qu'il a du mal aujourd'hui à trouver des infirmières et certains spécialisés que les écoles ont formés en nombre insuffisant dans la période précédente. Les différentes catégories qui se sont affrontées à l'État ont réagi à juste titre contre sa politique.

## TOUTES LES RAISONS DU « TOUS ENSEMBLE »... ET POURTANT !

Les motifs communs de se battre auraient dû conduire le personnel des hôpitaux à s'engager dans une lutte générale intercatégorielle. Mais chaque catégorie a cru bon de relier ses revendications à la reconnaissance de son rôle propre. Ce fort sentiment

catégoriel s'appuie sur l'idée que le ministère n'acceptera pas de céder beaucoup ni pour tout le monde, puisqu'il mène une politique systématique de contrôle des coûts. Il semble donc plus réaliste d'entrer dans son jeu et de ne réclamer d'améliorations qu'en raison du caractère soi-disant particulier de sa profession.

La reconnaissance a donc pris le premier rang dans les mots d'ordre, sous des formes plus ou moins caricaturales : les cadres mettent en avant leur « souffrance », les sages-femmes se targuent d'effectuer plus d'accouchements que les obstétriciens, et les infirmières anesthésistes se baptisent les « copilotes » des interventions chirurgicales.

Les halls et les entrées d'hôpitaux ont vu fleurir successivement des banderoles de catégories, tandis que la plupart du temps les grévistes évitaient de se montrer au reste du personnel, confinés dans leur lieu de travail transformé en QG de grève. Non seulement chaque catégorie ne sentait pas le besoin de s'adresser aux autres, mais même le plus souvent s'y refusait avec obstination. Evoquer simplement une autre catégorie à la tribune d'une assem-

blée générale pouvait parfois conduire à se faire rabrouer ou huer.

## UN CALENDRIER PRÉVU PAR LE GOUVERNEMENT.

Les syndicats ont chevauché comme ils l'ont pu ce mouvement, se taillant au moins une place au moment des négociations. Dans certaines conversations ou certains tracts, ils déploieraient le corporatisme des grévistes ou émettaient le souhait que tout le monde s'y mette ensemble. Mais sans mettre leur poids pour parvenir à une unification des luttes. Au contraire !

En réalité, l'agitation des différentes catégories ne fait que suivre un calendrier fixé au début de l'année 2000 par le ministère. Celui-ci avait planifié depuis longtemps des négociations sur les grilles salariales des divers métiers, pour céder le moins possible et de façon étalée dans le temps. Il avait au préalable tracé un cadre lui permettant de prévenir un mouvement d'ensemble. Grâce en particulier aux organisations syndicales, ce plan semble jusqu'à présent réussir.

## CETTE LUTTE D'ENSEMBLE RESTE NÉCESSAIRE ET POSSIBLE.

Mais il n'est pas dit que les succès partiels enregistrés par les uns ou les autres ne leur donneront pas envie d'aller plus loin. Obtenir une augmentation salariale n'empêche pas par exemple de se heurter à toutes les conséquences du manque d'effectifs ou des restructurations. Et, sur ce plan, la politique de l'État ne va pas changer.

Quant au plus grand nombre, qui n'a rien obtenu, il pourrait à son tour se sentir en mesure d'exiger augmentations et embauches, en se débarrassant des entraves de la « reconnaissance » et du corporatisme.

Le gouvernement lui-même en fournit l'occasion en entamant partout dans la Santé les négociations sur la mise en place des 35 heures. Son intention est d'embaucher le moins possible et de faire porter le poids de la mesure sur les soignants, tous confondus. En provoquant tout le monde, il pourrait réaliser l'unification des mécontentements contre lui.

Correspondant LO

## Épidémie de méningite au Sahel UN VRAI DANGER POUR LES POPULATIONS

La grande presse n'a fait aucun article à ce sujet, pourtant une grave épidémie de méningite a commencé à faire des ravages dans quelques pays du Sahel, et elle menace de prendre de l'ampleur. D'autant que les populations de ces pays manquent souvent de tout, et plus particulièrement de l'accès aux médicaments qui permettraient de combattre ce fléau.

Nous reproduisons ici l'article publié par nos camarades de l'UATCI dans *Le Pouvoir aux*

*Travailleurs* du mois d'avril.

« (...) Selon l'OMS (Organisation mondiale de la Santé), environ 1600 personnes sont mortes depuis le début de l'année. Cette même organisation estime que le nombre de malades et de victimes va augmenter dans les semaines à venir et signale la nécessité urgente d'approvisionner ces pays en vaccins anti-méningite.

Pour l'instant, le pays le plus touché est le Burkina Faso. Il faudrait pour stopper l'épidémie 7,5 millions de vaccins pour ce pays qui compte 11 millions d'habitants. Or seulement 2,2 millions de doses de vaccin y sont disponibles.

Le cas le plus grave est l'Éthiopie

et il constitue un véritable danger. Selon l'OMS, dans ce pays qui compte environ 60 millions d'habitants, 16 % de la population, c'est-à-dire 9,6 millions de personnes, sont menacées d'être touchées par l'épidémie. Et devant cette situation, il est révoltant de voir que les grandes puissances qui en ont les moyens ne s'en inquiètent guère.

Déjà, cette épidémie périodique qui est répandue par le vent sahélien, l'harmattan, avait touché 150 000 personnes en 1996-1997. Il y a eu 16 000 morts à l'époque et autant de personnes qui en ont gardé de graves séquelles.

Face à ce cataclysme qui est prévisible depuis longtemps, les pays

sahéliens manquent de vaccins et cela crée une situation inquiétante. Toujours selon l'OMS, les stocks annuels ne seront pas en mesure de répondre aux besoins. En plus, le vent du désert portant loin l'épidémie, des cas sont signalés au Bénin et en République Centrafricaine. Dans les pays sahéliens ainsi que dans la plupart des pays sous-développés, on manque de tout. Il n'y a pas assez d'hôpitaux ni de médicaments, de vaccins, de médecins et d'infirmiers. Les hommes au pouvoir et les classes privilégiées ne s'en préoccupent pas. Eux sont bien nourris et ont les moyens de se faire soigner. La vie de la majorité de la population sur le dos de laquelle ils vivent, cela ne les

intéresse pas. En plus les classes pauvres subissent les effets de la crise qui frappe tous les pays. Le niveau de vie, déjà peu élevé, a baissé depuis quelques années. Lorsque des cataclysmes tels que l'épidémie de méningite surviennent, les conséquences sont désastreuses pour les pauvres.

Alors dans cette situation, on ne doit pas attribuer la responsabilité seulement au cataclysme naturel, les hommes au pouvoir ne font rien pour y remédier. Loin de là, ils ne pensent qu'à dilapider l'argent des caisses de l'État, à voler les richesses du pays avec la complicité bienveillante des États capitalistes (...).



Valéo

Les salariés de l'usine de câblage pour l'automobile Syléa (groupe Valeo) de Cahors avaient déjà manifesté, début avril, devant le Conseil régional de Midi-Pyrénées. Jeudi 27 avril, ils ont envahi la salle où se tenait le Conseil municipal pour protester contre les menaces qui pèsent sur leur emploi. Manifestation justifiée puisque le lendemain, la direction confirmait la fermeture de deux usines, l'une à Cahors (dans le Lot), l'autre à Vire (dans le Calvados).

Les travailleurs de Cahors et de Vire subissent les décisions des actionnaires de Valeo, avec à leur tête le dirigeant du patronat, Seillière, qui viennent de décider de fermer l'une des filiales de ce groupe, Syléa, qui produit des faisceaux électriques pour l'automobile.

Les dirigeants de Valeo ont décidé d'ôter le travail à 30% des 2073 salariés que compte Syléa en France. Deux fermetures d'usines ont déjà eu lieu en Grande-Bretagne, d'autres emplois sont menacés aux Etats-Unis. Peu importe les conséquences catastrophiques ! A Cahors, 314 salariés, dont une grande majorité de femmes, sont touchés après avoir travaillé en moyenne 24 ans dans l'en-

treprise. Quant aux suppressions d'emplois de Valeo à Vire (234 salariés), elles se cumulent, dans la région, avec celles de Moulinex, à Cormelle-le-Royal, également dans le Calvados, et à Alençon dans l'Orne, deux usines qui comptent 1 100 salariés chacune. Les capitalistes n'ont pas plus de considération pour la survie d'une région qu'ils n'en ont pour celle des travailleurs dont ils se débarrassent, après avoir largement profité de leur travail.

La raison des licenciements invoquée par Valeo est « la baisse de la charge prévisionnelle des usines de la division Citroën-Peugeot en 2001 » et la « dégradation de la compétitivité, liée à de fortes pressions

sur les prix ». Un équipementier de l'automobile comme Valeo reporte sur les salariés la pression de ses donneurs d'ordre, les groupes automobiles. Mais Valeo n'a rien d'une petite entreprise ! C'est un groupe qui emploie 75 000 personnes dans 27 pays. Actuellement, son principal actionnaire est la CGIP (Compagnie générale d'industrie et de participations), dirigée par Seillière et contrôlée par la famille de Wendel.

Ces anciens maîtres des Forges, comme on disait dans le temps, après avoir exploité 25 générations d'ouvriers, avaient supprimé des emplois en masse. Au début des années quatre-vingt, ils ont reçu des milliards d'argent du gouvernement de gauche, en échange de la nationalisation de leurs usines sidérurgiques dont ils étaient heureux de se débarrasser dans de telles conditions. Les de Wendel ont pu réaliser

nombre de placements avantageux. C'est ainsi que le groupe Valeo est tombé dans leur escarcelle et leur a été hautement profitable.

Les ventes de Valeo ont été multipliées par dix en dix ans et ont encore progressé de 18% l'année dernière, la moitié de cette augmentation provenant du rachat d'entreprises. Après avoir réalisé 368 millions de bénéfices nets, la société a annoncé des pertes qui correspondent en quasi-totalité à des provisions pour « restructuration », autrement dit ce sont des sommes prévues pour accompagner les suppressions d'emplois. Comme l'écrit le journal financier *Les Echos*, « la perte nette atteint 179 millions et intègre les 163 millions d'euros destinés à couvrir les nouveaux programmes de restructuration ». Pas plus que les dirigeants de Danone, ceux de Valeo n'ont donc de quoi être effrayés quand le gouvernement déci-

de de relever l'indemnité légale minimum de licenciement. Pour eux, ce n'est pas même une goutte d'eau dans la mare de leurs profits, déclarés ou à peine camouflés.

En consultant les comptes de ces entreprises, on découvrirait qu'entre les capitalistes qui licencient, dont certains se vantent de faire des profits, et d'autres qui prétendent avoir des difficultés, la différence n'est pas bien grande. Tant que ces sociétés restent à l'abri du secret commercial, il ne leur est pas difficile de cacher leurs bénéfices sous forme de « réserves » ou de « provisions », le temps de justifier des licenciements. Preuve de plus, s'il en fallait, que du point de vue des travailleurs il faudra imposer l'interdiction pure et simple des licenciements sous peine de réquisition des entreprises.

Jean SANDAY

# SEILLIÈRE FAIT DE NOUVEAUX DÉGÂTS

Moulinex

## NON AUX FERMETURES DE SITES

### • A Alençon (Orne)

Alençon, c'est Moulinexland, pourrait-on dire. Tant il est vrai qu'avec ses 1 100 employés, auxquels il faut ajouter 200 intérimaires et ceux qui travaillent dans les entreprises sous-traitantes, cette usine, la seule importante de la ville, y joue un rôle capital. L'entreprise a largement profité des subventions aux frais des contribuables. Ces derniers mois, la Communauté d'agglomération, la Région et le Département ont voté une subvention de 100 millions de francs pour construire une usine neuve à Alençon dont Moulinex aurait été locataire pour six ans. Le permis de construire était déjà accordé.

Alors le 26 avril quand la fermeture de l'usine a été annoncée au CCE, la nouvelle a été reçue comme un coup de massue. On parlait de cette éventualité, mais sans y croire. Dans l'usine d'Alençon, le travail a cessé. Et le midi le réfectoire était trop petit pour contenir tous les salariés venus s'informer à la réunion convoquée par la direction. Mais

après avoir entendu que les refus de mutation entraîneraient un licenciement, ils sont sortis en huant le DRH.

Le lendemain, l'appel à bloquer l'usine lancé par l'intersyndicale a été largement suivi et nombreux sont celles et ceux qui sont restés devant les portes, tous décidés à ne pas se laisser faire. L'idée fut lancée par des militants syndicaux qu'il faut maintenir les emplois et qu'il n'y a qu'à exiger des actionnaires qu'ils rendent les dividendes dont ils se sont enrichis pendant des années, en particulier les 785 millions perçus au moment de la fusion Moulinex-Brandt. Et de dénoncer les discours de la direction qui accuse les ouvriers de coûter trop cher et de faire le choix de fermer des usines et de licencier des milliers de travailleurs pour que les actionnaires empochent le maximum de profits.

Mardi 1<sup>er</sup> mai les travailleurs de Moulinex étaient nombreux à la manifestation. Par ailleurs d'autres actions sont prévues, dont une manifestation interrégionale à Alençon le 16 mai.

### • A Cormelle-le-Royal (Calvados)

A l'usine de Cormelle-le-Royal, dans la banlieue de Caen, on s'attendait à l'annonce de la fermeture depuis plusieurs mois. La région est habituée aux mauvais plans Moulinex, qui se sont multipliés ces dernières années. Et la disparition de l'usine de Cormelle, qui emploie 1 000 personnes, est un nouveau coup dur.

Diverses actions ont aussitôt été entreprises. Dès le vendredi 27, lendemain de l'annonce, des travailleurs, avec la CGT, sont allés interpeller le président RPR du Conseil général du Calvados, puis bloquer le périphérique de Caen.

Le 1<sup>er</sup> mai, un rassemblement devant l'usine a permis de rejoindre

la manifestation à Caen dans un long défilé de voitures, avec klaxons et drapeaux. Passants et riverains ont pu exprimer leur soutien, car bien des travailleurs ont conscience des répercussions possibles de cette nouvelle fermeture dans la ville et la région, et pensent que l'affaire Moulinex concerne tout le monde.



### Abilis (Grenoble-Isère)

## LA DÉTERMINATION A PAYÉ!

Les travailleurs de la société Abilis, après quatre semaines de grève pour obtenir le treizième mois, une prime de transport de 300 F et le paiement intégral des jours de maladie, ont décidé de reprendre le travail lundi 30 avril, après avoir fait reculer la direction. La semaine avait été agitée : assemblée générale pour décider des actions, distribution de tracts et collecte devant le magasin Carrefour. Le lendemain, collecte de soutien devant Atofina, un des sites où les grévistes travaillent, décision

d'entrer dans le site pour interpeller un directeur d'Atofina, pour qu'il intervienne auprès de la direction d'Abilis. Les grévistes lui ont fait comprendre que, s'il ne téléphonait pas, il risquait de ne pas pouvoir sortir. Du coup, il a téléphoné au DRH parisien, qui a reproposé un nouveau RV de négociations... le lendemain, dans un hôtel de Grenoble, le siège, deux fois occupé par les grévistes, étant resté fermé cette semaine. Après avoir fait le chantage sur les chantiers qu'allait perdre Abilis, le

patron de Paris annonçait qu'il n'avait rien de plus à proposer. Du coup, les travailleurs qui attendaient au pied de l'hôtel décidèrent d'aller bloquer le tram. Une heure plus tard, remontée dans les locaux de l'hôtel : cette fois le patron lâcha une prime de 1 600 F annuelle, payable en deux fois dès 2002. Pour 2001, la prime sera versée en une fois en novembre. La prime de transport, passée pour 2001 à 75 F, est portée au 1<sup>er</sup> janvier 2002 à 125 F. Cela fait, en tout, pour 2001, 174 F par mois et, pour 2002,

224 F par mois. Le patron de l'agence s'est également engagé à revoir site par site les coefficients et les temps de travail, car la convention collective est très mal appliquée dans le nettoyage. Quant aux jours de maladie, le patron versera le complément à partir du quatrième jour. Enfin, le patron s'est engagé à payer à 40% les heures de grève. Un chef particulièrement vomi est muté. Les grévistes ont exigé que le protocole contienne un para-

graphe garantissant qu'il n'y aurait aucune sanction. Abilis s'est engagé à présenter la mise en place du treizième mois au niveau de la convention collective.

Alors, si les grévistes n'ont pas eu le treizième mois, ils ont repris avec le moral, car ce qu'ils ont arraché à un petit nombre (une quarantaine de grévistes actifs en moyenne) par leur détermination est loin d'être négligeable.



### Aubelin (Aube)

140 salariés, surtout des femmes, luttent contre la fermeture annoncée des deux usines de confection de dessous féminins d'Aubelin. Son président J.F. Pacreau, façonnier de Cholet, avait repris en janvier de l'an dernier ces deux entreprises de l'Aube au groupe Devanlay à des conditions financières intéressantes.

Devanlay comptait 16 000 salariés mais les plans dits sociaux se sont succédé, auxquels s'est ajoutée la cession à d'autres groupes de secteurs entiers et la création d'usines au Maroc, en Tunisie, en Turquie, en Roumanie.

Aujourd'hui Devanlay s'est débarrassé de tout le secteur des sous-vêtements, dont la marque Scandale, pour ne conserver que la marque Lacoste, c'est-à-dire son crocodile. L'objectif est clair : augmenter les marges des bénéficiaires pour pouvoir davantage investir dans la pub et dans les magasins.

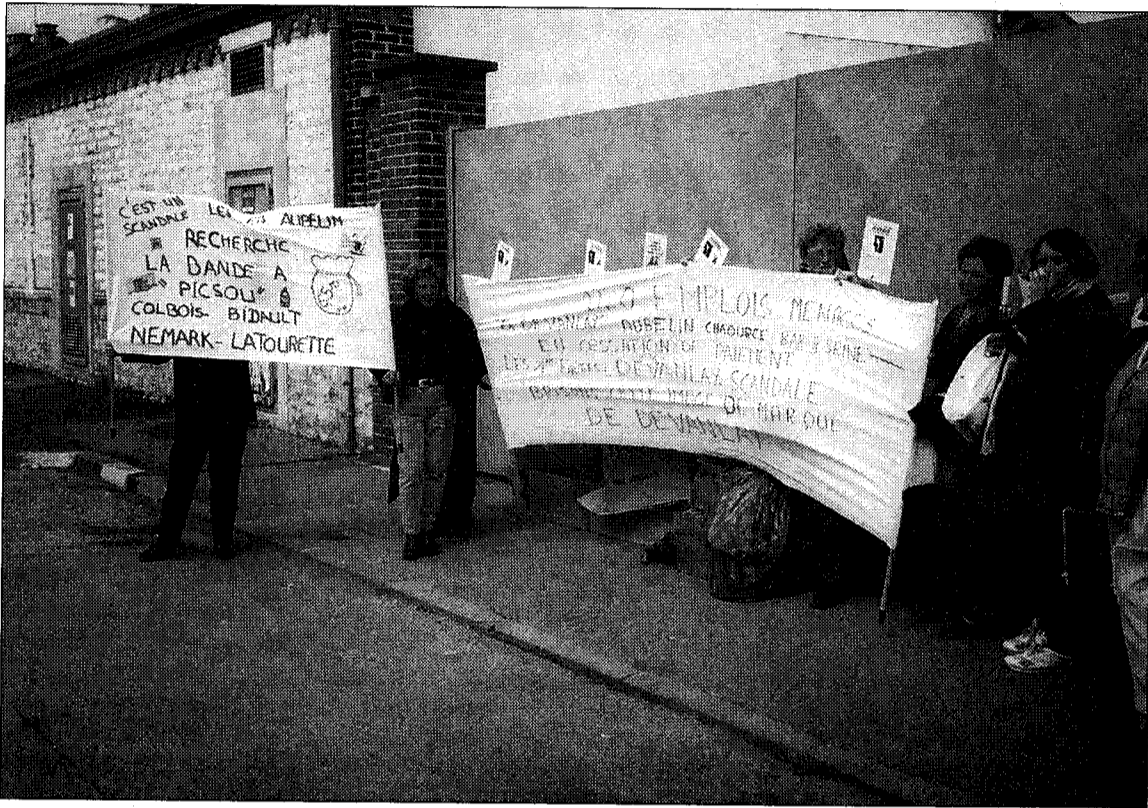
Du coup les ouvrières de Bar-sur-Seine et de Chaource, tombées entre les griffes d'un véritable chasseur de primes, occupent leurs entreprises, aujourd'hui en redressement judiciaire.

Pour l'administrateur judiciaire : « La société Aubelin n'a pas d'actifs... on a détaché les ateliers de Bar-sur-Seine et Chaource du groupe [Devanlay]

sans leur donner les moyens de vivre de manière autonome. »

Pourtant Devanlay peut et doit payer ! Les grévistes comptent bien obtenir au moins des indemnités équivalentes à celles obtenues par les ouvrières licenciées récemment par Devanlay à Joinville et Saint-Dizier de la Haute-Marne. Voilà pourquoi les salariées d'Aubelin occupent les entreprises de Bar-sur-Seine et Chaource, menacent de faire sauter avec des bouteilles de gaz celle de Bar-sur-Seine et, chaque jour, mènent une action dans les usines de Devanlay de toute l'Aube. Dans les locaux de Scandale à Troyes, des cartons de pièces en partance pour la Tunisie, pour y confectionner des slips et soutiens-gorge, ont été éventrés, éparpillés. Des chutes de tissus ont jonché les rues de Troyes. Des manifestations ont occupé l'usine anciennement Devanlay de Romilly. A Troyes, les magasins d'usines du Club des Marques ont été aussi

# QUATRIÈME SEMAINE DE GRÈVE DANS LA CONFECTION



visités, où une sorte de nettoyage de printemps a entraîné un grand désordre dans les présentoirs.

La dernière semaine d'avril, à Troyes, les portes de l'usine de production de Scandale ont

été bloquées nuit et jour pour empêcher que les camions ne quittent les ateliers pour ravitailler le bateau en partance le samedi pour la Tunisie.

Pour l'instant, Devanlay reste

sourd à toutes les demandes de discussions, prétendant ne plus être concerné par les salariés du groupe Aubelin. Mais il n'est pas dit que le crocodile ait le dernier mot.

### Péchiney (Marignac-Haute-Garonne)

Le mercredi 18 avril, les travailleurs de l'usine Péchiney, à Marignac dans la Haute-Garonne, où est produit du magnésium, ont appris lors de la visite de Jacques Gani (PDG de Péchiney électrometallurgie) qu'un projet de fermeture du site, applicable dans les plus brefs délais, serait lancé lors du CCE du 3 mai.

Il s'agit selon la direction « d'assainir une situation pré-occupante », due à la concurrence du magnésium chinois, à la facture énergétique en hausse et au coût des matières premières qui auraient fait passer l'usine d'une situation largement bénéficiaire à une situation qui deviendrait déficitaire.

Or, Péchiney a fait plus de 2 milliards de francs de bénéfices l'an passé, les « plus beaux résultats de son histoire » d'après le

PDG du groupe. La direction annonce dans un communiqué du 26 avril un résultat net de 600 millions de francs pour le premier trimestre 2001, (contre 273 millions au premier trimestre 2000).

L'usine de Marignac compte actuellement 210 salariés auxquels s'ajoutent une trentaine d'intérimaires et une centaine de salariés de sous-traitants. Dans ce canton, qui compte moins de 5 000 habitants, cette usine Péchiney est la seule industrie, sa fermeture serait fatale pour toute la région. Mais les préoccupations des dirigeants du Groupe Péchiney concernent avant tout le sort des actionnaires.

Jacques Gani pensait faire son annonce et repartir en début d'après-midi. Mais les ouvriers ont arrêté le travail et se sont invités à la réunion pour exprimer leur

colère et demander des comptes, puis ont bloqué les portes de l'usine. Le PDG, qui refusait toute négociation, a dû passer la journée et la nuit à l'usine : Il n'a pas eu le courage de passer devant les travailleurs restés devant les grilles. Le lendemain matin, les travailleurs ont obtenu qu'une entrevue ait lieu pour le lundi 23 avril au ministère de l'Industrie. Le PDG a pu repartir escorté de gendarmes et du sous-préfet.

La grève, suspendue le jeudi soir, a repris le lundi 23, pendant l'entrevue à Bercy. Les grévistes cherchent à prendre contact avec les autres usines du groupe dans la région, mais aussi avec les employés des services publics et la population locale. Ils font connaître leur situation et leur revendication : retrait pur et

simple du projet de fermeture. Ils ne veulent entendre parler ni de licenciements ni de reclassements. Ils veulent que leur usine tourne, que cela plaise ou non aux actionnaires.

Lundi 23 avril, 800 personnes se sont rassemblées devant l'usine en soutien aux travailleurs. Des élus, en particulier du PCF, ont appelé la population à « mettre en échec le projet de Péchiney ».

Le mardi, le député PS Idiart a interpellé le gouvernement au sujet des projets de Péchiney lors de la séance du Parlement, demandant que tout soit mis en œuvre pour la survie du site. La réponse du ministre de l'Industrie, Pierret, a montré aux travailleurs qu'ils ne devaient pas espérer le soutien du gouvernement autrement que par des discours vagues, autrement dit du vent.

La production à l'usine est devenue intermittente ; mercredi 25 avril, un accident a provoqué le débrayage : un ouvrier chef de poste a été brûlé par une explosion dans un four (en 27 ans il y a eu 13 morts dans l'usine, un ouvrier a perdu un œil il y a huit mois).

La direction se fait la plus discrète possible et les travailleurs se demandent où se cache le directeur, qui aurait déménagé son bureau à quelques dizaines de kilomètres de là, à Saint-Gaudens.

La mobilisation des travailleurs a, pour l'instant, permis la reprise de négociations avec la direction et le report au 10 mai du CCE prévu le 3. Mais les salariés se savent engagés dans une lutte pour la survie de leur gagne-pain et sont déterminés à ne pas se laisser faire.



**Chantiers de l'Atlantique**  
(Saint-Nazaire - Loire-Atlantique)

# Grève pour les salaires

## LES JEUNES DONNENT LE TON

**Avec 4600 salariés de l'Alstom et 5000 à 8000 sous-traitants et intérimaires selon les moments, les Chantiers de l'Atlantique sont souvent montrés comme exemple de la reprise économique. Mais si l'embellie est bien réelle pour nos patrons, pour ce qui nous concerne, salariés Alstom et plus encore sous-traitants ou intérimaires répartis dans plusieurs centaines d'entreprises (des plus importantes aux plus minuscules), ce sont des conditions de travail parfois dignes du Moyen Age et des salaires minables. Et c'est sur les salaires qu'après une semaine de débrayages la grève a éclaté chez les travailleurs de l'Alstom.**

Après plusieurs années de «modération salariale» imposée au nom du «redressement de l'entreprise» et du «coût des 35 heures», les négociations salariales d'Alstom-Marine de cette année se sont présentées sous un autre jour. D'abord parce que partout sont proclamés le prétendu miracle de la navale et les promesses de plan de réduction des coûts de production de 30% en 3 ans ; un plan qui s'est entièrement effectué sur le dos des ouvriers avec la dégradation des conditions de travail et la multiplication des 2x8, 3x8 ou VSD, ce qui a entraîné l'aggravation des accidents de travail (2 accidents mortels l'année dernière). Enfin parce que l'arrogance et le mépris de la direction des Chantiers ont fini par exaspérer tout le monde. Le DRH a même eu le culot de déclarer publiquement : «*Les ouvriers ne savent pas gérer leur budget, les jeunes veulent s'acheter une grosse voiture dès leur première paie*». Et c'est sur le même registre qu'il soumettait à la signature des syndicats ce qu'il présentait comme ses ultimes propositions : 1,2% d'augmentation générales et 1,6% d'augmentations individuelles, c'est-à-dire des augmentations générales inférieures à l'inflation et une accentuation de l'individualisation des salaires. De même, il maintenait le double statut (650 jeunes payés sur la base 35 heures alors que les autres ont obtenu le maintien de la base 38h50), même si la période

de rattrapage initialement prévue sur 4 ans était ramenée à 3 ans.

A l'appel de l'intersyndicale CGT-CFDT-FO, des débrayages journaliers ont donc commencé le mercredi 18 avril. La CGT revendiquait 18% d'augmentation en s'appuyant sur un sondage effectué auprès des salariés, FO avançait 5% et la CFDT 500F pour tous. Ces débrayages d'une heure, en 3 équipes et même parfois secteur par secteur ont été sui-

vis en moyenne par un millier de travailleurs et ont duré une semaine sans que le patron cède autre chose que 0,1% basculé des augmentations individuelles aux augmentations générales. Le sentiment de tourner en rond, de perdre notre temps sous prétexte d'économiser nos forces et la crainte de voir la CFDT et FO signer un accord au rabais dans le dos des travailleurs mobilisés (comme ils l'ont déjà fait il y a 2 ans lors de la mise en place des 35 heures) devenait de plus en plus forts et alimentaient les discussions.



qui n'appelaient plus à rien, ont vite rattrapé et se sont fait houspiller par les grévistes. Conspués de toute part, ces représentants syndicaux ont dû s'engager à ne rien signer sans l'accord des travailleurs en lutte.

Suite à cela, à nouveau parti de la base, le mot d'ordre «*Demain, tous en grève en journée normale!*» a été acclamé par l'assemblée.

Jeudi, c'est donc réunis au

«*Du pognon!*», «*Nos 500F*», «*Patron, tu vas casquer!*», une pancarte improvisée a été posée bien en évidence dans la salle : «*c'est 1000F mini qu'il nous faut*». Les uns après les autres, des jeunes se sont avancés vers le DRH pour lui rappeler à deux doigts des moustaches nos conditions de travail et de paie, pour lui proposer d'échanger avec les siennes, pour lui dire d'arrêter son baratin sur les difficultés finan-

direction, à nouveau assiégée par les grévistes. Comme elles traînaient en longueur, nous nous sommes dispersés en fin d'après-midi avec rendez-vous de grève le lendemain pour les résultats.

Vendredi, alors que les syndicats continuaient à appeler uniquement à un meeting à 8h30, la grève était maintenue. Au nom de l'intersyndicale, la CGT a fait le compte-rendu du «marathon» des négociations : 2% d'augmentations générales et 1% individuelles, une prime supplémentaire de 7F/jour pour les travailleurs en équipe, un revenu minimum passé de 6300F à 7100F net pour les préretraités et l'annonce de la suppression du double statut 35h/38h50. Les deux dernières annonces ont été accueillies comme une victoire par les grévistes.

Dans la foulée, la CGT (toujours au nom de l'intersyndicale) a invité à reprendre le travail sur-le-champ.

Certains sont retournés faire la grève sur le tas, d'autres qui n'avaient même pas enfilé les bleus sont restés devant l'entrée principale, et tous nous nous sommes mis à discuter et à commenter les résultats obtenus.

Même si le plus grand nombre gagne peu, le sentiment général était qu'on avait remporté une victoire face au patron, qu'il a dû céder sur ce qu'il y avait de plus révoltant : d'une part sur le double statut qui concerne 650 jeunes embauchés mais aussi 600 autres à venir dans l'année, d'autre part sur le plancher des préretraités.

L'idée, avancée par certains, qu'on aurait dû et qu'il faudrait dans l'avenir tenter d'entraîner l'ensemble des sous-traitants et intérimaires pour bloquer la totalité de la production afin d'obtenir des salaires décents pour tous fait peut-être son chemin.

Et avant de se séparer, à la veille du pont du 1<sup>er</sup> mai, rendez-vous a été pris pour le mercredi 2.

Quoi qu'il en soit, le patron—qui a pris un soin particulier pour sélectionner une nouvelle génération d'ouvriers qu'il voulait tenir dans le creux de sa main—a pris une bonne claque. Notre victoire est avant tout morale, elle permet d'en envisager d'autres.

même moment et au même endroit que nous nous sommes retrouvés à 1500 grévistes. Après la mise en place du déjà traditionnel blocage de l'accès principal du Chantier, les dirigeants syndicaux nous ont entraînés vers le bâtiment de la direction pour obtenir la réouverture des négociations. La réponse qui nous a été apportée étant «la direction est absente toute la matinée», l'intersyndicale nous appelait à revenir l'après-midi au même endroit. Le bruit s'étant mis à circuler que le DRH était au même moment en réunion à l'autre bout du Chantier, des groupes de jeunes ouvriers ont alors entraîné tout le monde sur le lieu de cette réunion que nous avons aussitôt envahie. Il fallait voir la tête du DRH pris au piège face aux 300 travailleurs en colère entrés dans le bâtiment et au gros millier qu'il apercevait massé sous les fenêtres! Après les multiples espèces de noms d'oiseaux et les slogan repris en chœur

cières du Chantier et pour exiger qu'il cède. Comme par enchantement, le DRH a accepté de reprendre plus tard les négociations salariales qu'il avait décrétées closes depuis longtemps. Après d'autres huées, il a dû accepter de les rouvrir sur-le-champ, en présence de tous. Ayant demandé le silence pour qu'elles se tiennent «sereinement», il l'a obtenu pour pouvoir s'exprimer jusqu'à ce qu'il redise que l'entreprise n'avait pas d'argent. Ce qui a relancé de plus belle nos slogans...

Il a finalement obtenu que l'on sorte de la salle pour qu'il puisse discuter avec les représentants syndicaux et nous sommes restés au pied du bâtiment pour attendre les résultats. Lorsque le DRH a cédé ce que le PDG lui avait autorisé, c'est-à-dire quasiment rien, il a déclaré ne pas avoir le pouvoir d'aller au-delà et il a obtenu une suspension des négociations.

Celles-ci ont été reprises à la

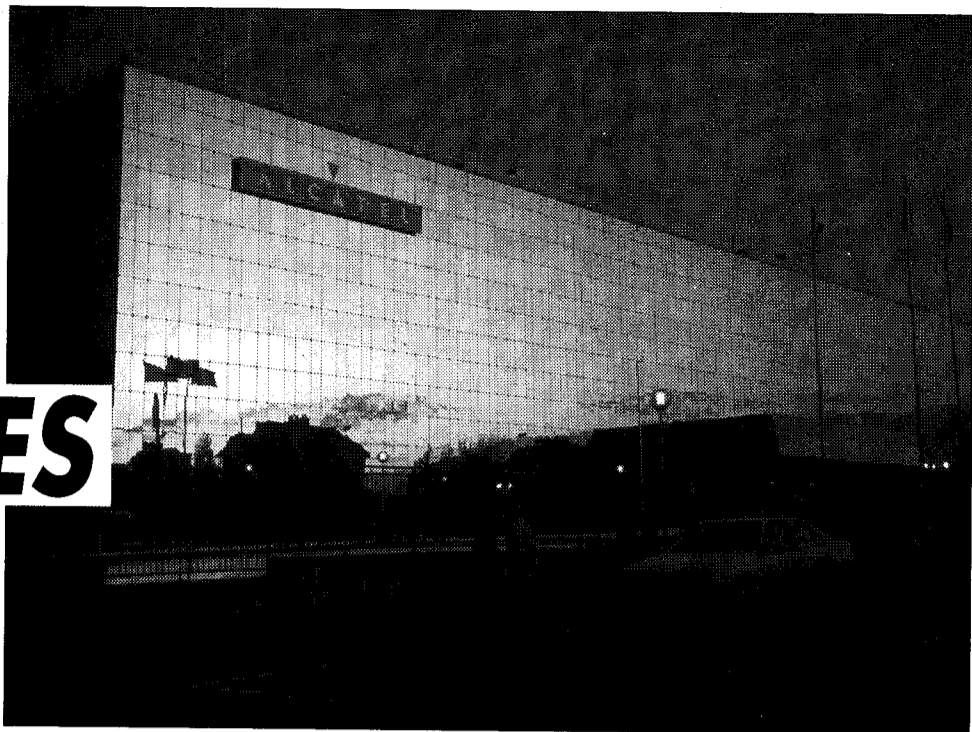
Correspondant LO



Alcatel

Moins de portables vendus...

## MAIS LES AFFAIRES VONT BIEN!



**Jeudi 26 avril, la direction d'Alcatel a annoncé que sa production de téléphones portables, jusque-là répartie sur deux sites, à Illkirch (près de Strasbourg) et à Laval, serait regroupée sur le deuxième en Mayenne et... vendue à une société appelée Flextronics.**

Cette information a jeté un certain froid. Tout le monde était certes au courant de la mévente dans les portables. Deux semaines de chômage et une semaine de vacances forcées avaient été programmées au premier trimestre puis à nouveau deux autres au second trimestre. Mais de là à penser qu'Alcatel était prêt à

vendre l'usine et les salariés avec, il y avait un pas.

L'usine d'Illkirch, quant à elle, est reconvertie pour fabriquer des composants opto-électroniques pour Alcatel Optronics, au moins dans sa partie production de téléphones portables. Car cette usine était divisée en deux, une moitié pour les téléphones portables et l'autre moitié pour les PABX (centraux téléphoniques privés).

Tchuruk est donc heureux. Il a rassuré ses actionnaires.

Par contre, pour les salariés, ce n'est pas la même chose. Le jour où Alcatel annonçait sa décision, le journal *La Tribune* informait que, dans cette société américaine de droit singapourien, 6 500 à 7 000 suppressions d'emplois, soit 10 % des effectifs, étaient programmées essentiellement dans « les régions à coûts salariaux élevés ».

Cela n'a pas empêché Tchuruk, dans une interview au *Monde*, de dire: « Je n'ai pas cédé l'usine de Laval à une PME esclavagiste », ajoutant: « Je ne suis pas de ceux qui jettent en pâture des suppressions d'emplois ». Il a oublié les 30 000 suppressions d'emplois auxquelles il a procédé quand il est arrivé à la tête d'Alcatel en 1995.

Alcatel comme les autres constructeurs ont bénéficié de l'engouement pour le portable. Ils ont développé des centres de production, fait tourner les usines 24 heures sur 24 et 360 jours sur 365. La production de terminaux est passée chez Alcatel de 6 millions en 1998 à 11 en 1999 puis 20 millions en 2000. Aujourd'hui, il y aurait, d'après les experts, une capacité de production de 700 millions de terminaux pour

un marché de 220 à 230 millions de téléphones portables.

Les entreprises vendent. C'est ce que vient de faire Ericsson, peu avant Alcatel... et au même repreneur. Charge pour lui, en toute logique capitaliste, d'éliminer ensuite les sites les moins rentables.

Les effectifs en recherche et développement doivent également sérieusement diminuer puisque l'antenne d'Illkirch est supprimée et il ne devrait plus rester que 480 personnes en fin d'année pour 780 aujourd'hui. Ce sont essentiellement des sous-traitants qui vont faire les frais de cette compression, des sous-traitants qui sont en fait les intérimaires-ingénieurs d'aujourd'hui.

Cela n'empêche pas les affaires d'Alcatel de se porter très bien puisque Tchuruk a pu annon-

cer avec les résultats du premier trimestre « que les ventes pour 2001 devraient croître dans une fourchette qui pourrait aller de 5 à 15%. Le résultat opérationnel devrait croître à un rythme supérieur ».

Les actionnaires pourront remercier Tchuruk, et c'est ainsi que, dans le bilan 2000, on peut lire que son salaire officiel pour 2000 a été de 10 millions de francs, en hausse de 17,5% pour la partie fixe, et de plus de 7,5 millions pour la partie variable, en hausse de 48%, sans oublier les 500 000 stock-options qu'il pourra débloquer entre 2005 et 2007.

Des chiffres à ne pas oublier lorsque les salariés feront entendre leur voix.

Correspondant LO

ST Microelectronics

**ST Microelectronics est le sixième fabricant mondial de semi-conducteurs, avec un chiffre d'affaires de 56 milliards de francs en 2000 (en progression de 55% par rapport à 1999), et qui a réalisé un bénéfice net légèrement supérieur à 10 milliards de francs (en progression de 165% par rapport à 1999). Les résultats du premier trimestre 2001, récemment publiés, sont quant à eux aussi en progression à deux chiffres.**

**Le groupe emploie 43 000 salariés à travers le monde, dont environ 9 000 en France. Les semi-conducteurs sont les composants de base dans les systèmes électroniques : téléphones portables, PC, le son, la vidéo, les cartes à puce, etc.**

Un numéro de septembre 2000 de *L'Expansion* citait ST comme la deuxième société en France pour la distribution de stock-options à ses dirigeants. En 2000, pour 730 d'entre eux, la plus-value potentielle a été de 7 millions de francs chacun, et de 92 millions chacun pour 18 autres (le « staff » du PDG, Pistorio). Plus que du beurre dans les épinards, un vrai capital! Et puis, fin 1999, des signes de récession apparaissant aux Etats-Unis, les fabricants de matériel électronique, anticipant la crise, décident des mesures de restriction budgétaire.

Au début de cette année, la direction a annoncé des restrictions dans les mesures salariales (3% d'augmentation en masse, au lieu de 5% comme l'année dernière, avec report des augmentations de 3 mois pour les ingénieurs et cadres) et des menaces sur les emplois des CDD qui représentent 20 à 30% des effectifs en production.

Devant cette attitude, le site de Rousset près d'Aix-en-Provence (3 000 salariés majoritairement en

production) y a débrayé dès le 16 mars contre la modération salariale, réclamant 1 000 francs d'augmentation et la titularisation des CDD. Après deux semaines, les syndicats se sont divisés, FO se satisfaisant de quelques miettes concernant les salaires et de vagues promesses sur la tenue « d'une commission qui examinera dans la transparence chaque cas de non-renouvellement de CDD ou de non-titularisation de CDD en CDI ». Pour la CFDT et la CGT, il était clair qu'il fallait rester mobilisé.

A Crolles, un site de production similaire dans la région grenobloise (2 000 salariés), dès le 21 mars, des débrayages se sont multipliés, avec les mêmes revendications qu'au Rousset. Les augmentations qui étaient prévues par la direction, qui étaient de l'ordre de 160 à 380 francs, pour une grande majorité moins de 300 francs, étaient loin du compte. La direction proposait de discuter dans quelques mois de l'évolution de carrière des équipiers. Le 10 avril, une centaine de grévistes diffusèrent un tract devant le site. La direc-

tion, craignant la contagion, a détourné la circulation pour empêcher l'équipe de l'après-midi de rencontrer les grévistes du matin.

Depuis, l'ambiance a un peu changé, la crainte devant la hiérarchie faisant place à la colère.

A Grenoble, le site regroupe également 2 000 salariés, essentiellement des ingénieurs et cadres, et une centaine d'opérateurs en équipe. La direction a décidé de distribuer des stock-options aux deux tiers de ces cadres (de 200 à 1 000 pour les cadres de base) à la tête du client, tout comme les augmentations. Cela n'a pas empêché la tenue de plusieurs AG de parfois 50, voire 200 salariés (dont certains « stock-optionnés »), pour préparer des débrayages comme à Crolles et au Rousset. Des représentants des équipes étaient aussi présents. Un noyau s'est constitué, regroupé par la CGT et la CFDT, qui s'est baptisé « collectif de salariés ». Beaucoup parmi eux sont de jeunes embauchés n'ayant jamais connu de mouvement collectif. Les discussions sont allées bon train sur la politique salariale de ST, sur la

politique sociale de ST dans les autres sites dans le monde. Certains se demandaient comment se faire entendre par la direction d'une multinationale. Peu de temps auparavant, six CDD ont été mis dehors à la fin de leur contrat, rapidement remplacés par quatre collègues venant d'un site nouvellement créé à Bouskoura au Maroc, officiellement pour se former.

Nous nous sommes retrouvés à distribuer un tract sur un rond-point d'accès à d'autres entreprises. Cela a fichu une belle pagaille et malgré le retard que nous imposons aux travailleurs d'autres entreprises, l'accueil était plutôt bon. Notre refus d'un avenir dicté par la Bourse et les profits, que ce soit notre rémunération ou nos emplois, nous valait des marques de sympathie. Nous avons ensuite discuté de la suite à donner à notre mouvement, de la nécessité d'avoir un salaire fixe. La direction, quant à elle, ne veut rien entendre, sinon discuter avec les syndicats pour mieux, dit-elle, expliquer sa politique salariale qui n'avait pas été comprise. Mais il n'est pas question d'en rester là.



# LA SUEUR DU BURNOUS

Les crimes coloniaux de la III<sup>e</sup> République  
de Paul Vigné d'Octon

**La sueur du burnous est le fruit d'une enquête officielle, menée pendant trois ans, de 1907 à 1909, principalement en Tunisie, protectorat français depuis 1881.**

L'enquête avait été menée par l'auteur, médecin des troupes coloniales, qui fut parmi les premiers à dénoncer la politique coloniale de la III<sup>e</sup> République, ses pillages et ses massacres de populations. Le même auteur avait déjà fait paraître un pamphlet, *La gloire du sabre*, en 1900, dénonçant les atrocités commises par les troupes et les colons en Afrique, à Madagascar, au Tonkin. Pour son second ouvrage, craignant que son rapport ne finisse au fond

d'un tiroir, il eut la prudence de le faire publier sous forme de feuilleton dans le journal anarchiste *La Guerre Sociale*.

Pour les autorités françaises, ainsi que leurs collaborateurs tunisiens, les gros colons et les industriels qui s'installèrent alors en Tunisie, faire «suer le burnous» signifiait tirer le maximum de profit de l'exploitation du peuple. Ils le firent par tous les moyens possibles, légaux d'ailleurs, la loi étant toujours du côté des spoliateurs contre les pauvres, pillés, affamés, jetés en prison ou même tués dès qu'ils ne pouvaient plus payer.

Cela commençait par l'impôt, ou plutôt les impôts de toute sorte, qui frappaient plus le bédouin que le riche habitant de Tunis, le plus injuste d'entre eux étant la

«medjba» ou capitation, chacun devant payer la même somme, quels que soient ses revenus. En plus des sommes «légalement» dues qui pesaient sur le paysan s'ajoutaient celles que s'octroyait le fonctionnaire en lui donnant de faux reçus, tablant sur le fait que celui-ci ne savait pas lire et lui réclamant plusieurs fois la même somme. Pour la même raison, l'ouvrier arabe employé dans la compagnie phosphatière de Gafsa par exemple ne touchait que la moitié du salaire annoncé, déjà très bas, soumis en plus à des amendes pouvant atteindre le quart du salaire.

Mais la principale spoliation résidait dans le vol des terres des paysans, redistribuées ensuite aux colons. Ainsi, sur les neuf millions d'hectares de terre cultivable,

500 000 étaient détenus par 70 gros colons et la compagnie minière de Gafsa en possédait deux millions à elle seule.

En annexe au livre, un autre texte de Vigné d'Octon, datant des années vingt, montre comment les Tunisiens furent enrôlés de force pour la guerre de 1914-1918 et les massacres perpétrés contre ceux qui tentaient de s'enfuir.

Vigné d'Octon n'hésitait pas à dénoncer les hommes politiques et autres profiteurs de son temps, dont la plupart sont aujourd'hui tombés dans l'oubli, mis à part Clemenceau, ardent partisan de la colonisation, ou Galliéni, directement

impliqué dans des trafics visant à l'enrichir. Au total, l'ensemble compose un récit qui montre la férocité de la colonisation effectuée par «cette république de bourgeois et de repus, au nom de laquelle on razzie, on pille, on viole, on assassine de malheureux loqueteux!»

Marianne LAMIRAL

*La sueur du burnous*, de Paul Vigné d'Octon, Editions Les nuits rouges, 310 pages, 77 francs. On peut également lire du même auteur, *La gloire du sabre*, aux Editions Quintette, 152 pages, 79 francs.

## DICTIONNAIRE DE LA COMMUNE

de Bernard Noël

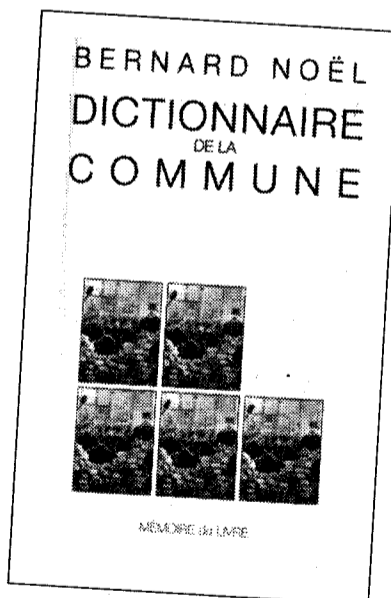
**Ce dictionnaire sur la Commune de Paris concerne les trois mois de mars, avril et mai 1871.**

L'effondrement du second Empire de Napoléon III, la guerre franco-prussienne, la défaite française, l'abandon de la capitale par l'armée et le gouvernement (qui se replièrent sur Versailles avec Thiers et tout le personnel politique bourgeois) font l'objet de plusieurs chapitres. Mais surtout l'insurrection populaire parisienne, le pouvoir de la Commune ainsi que la façon dont les Communards réussirent, entre le 18 mars et le 28 mai 1871, à transformer de fond en comble et à réorganiser la société, tous ces aspects et bien d'autres encore sont abordés dans ce gros livre.

Les hommes, les faits, les sentiments, les idées, la vie quotidienne sont les principaux matériaux de ce *Dictionnaire*

*de la Commune*. Et puisqu'il s'agit d'un dictionnaire, le lecteur peut se déplacer au gré de ses préoccupations dans les chapitres, classés par ordre alphabétique. Après une chronologie des événements, les thèmes abordés sont très nombreux et concernent aussi bien la «préparation de la Commune» que les événements eux-mêmes, les hommes et les femmes qui y participèrent, la vie politique et sociale, les Communes en province, la répression, les grands courants d'idées qui animaient les militants de la Commune, etc.

L'auteur a abondamment puisé dans la presse de l'époque, surtout celle des communards mais aussi dans celle de leurs ennemis, livrant ainsi des textes qui n'ont, pour certains, jamais été publiés. Il cite également des œuvres de Marx, Lissagaray, Louise Michel, Dommangeat, etc., pour évoquer les multiples aspects du combat des com-

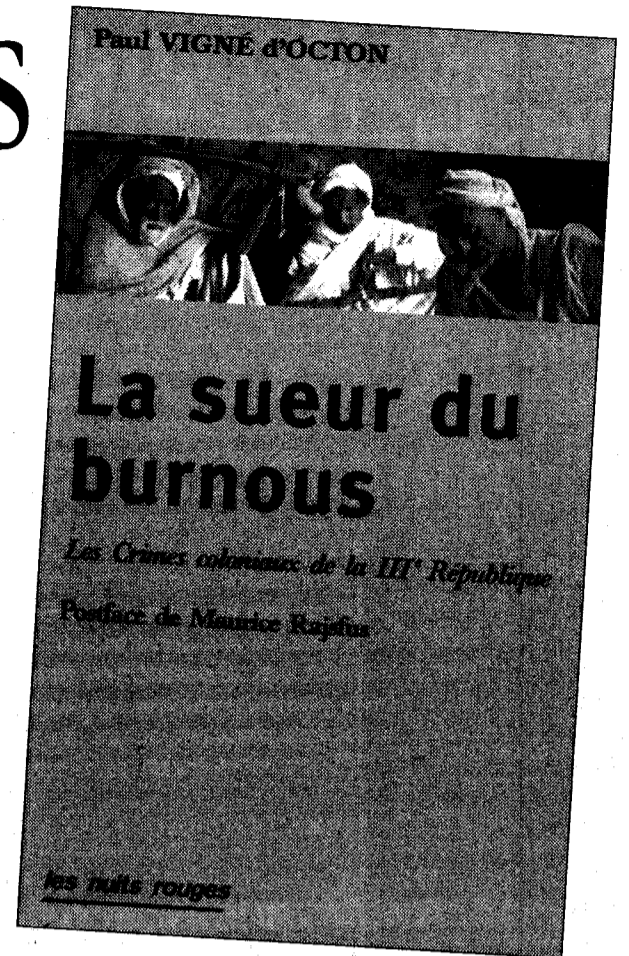


munards.

Au total, ce dictionnaire constitue un instrument utile, d'une lecture vivante et instructive, pour le lecteur qui se pose une (ou plusieurs) question précise sur un épisode ou un aspect de la Commune.

L.P.

*Dictionnaire de la Commune*, de Bernard Noël, Editions Mémoire du Livre, 643 pages, 190 francs.



**LUTTE DE CLASSE N°57  
(mars-avril 2001)**

**lutte de classe**

Union Communiste Internationaliste (trotskyste)



Elections municipales et cantonales des 11 et 18 mars 2001

Commentaires, documents et tableaux des résultats

édité par LUTTE OUVRIÈRE N°57 MARS-AVRIL 2001 10 FRANCS

**Élections municipales et cantonales des 11 et 18 mars 2001 : Commentaires, documents et tableaux des résultats.**

- Prix : 10 F - Envoi contre 12 F en timbres.



Dans un mois  
les 2, 3 et 4 juin  
**LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE**  
à Presles, dans le Val-d'Oise

La fête nationale de Lutte Ouvrière se déroulera le week-end de la Pentecôte, à quelques kilomètres de Paris, à Presles dans le Val-d'Oise.

Comme chaque année, pour plusieurs milliers de participants, la fête sera l'occasion de se retrouver dans une ambiance chaleureuse et fraternelle.

Dans cette période marquée par des manifestations et des luttes contre des patrons qui se croient tout permis, licencient pour la fortune des actionnaires quand ils n'imposent pas des conditions de travail dégradées à ceux qui ont un emploi, ces trois jours de fête permettront de se retrouver dans une fraternité et une solidarité de classe, entre amis et camarades, pour une parenthèse de détente joyeuse, à des prix économiques. Dans le cadre champêtre qui est le sien,

puisqu'elle se déroulera dans un parc boisé de plusieurs hectares, la fête permettra de se distraire grâce aux très nombreux spectacles gratuits qui s'y dérouleront en permanence. Mais elle offrira aussi, à ceux qui le souhaitent, l'occasion de rencontrer et de discuter avec des amis, des sympathisants et bien sûr des militants de Lutte Ouvrière. Parmi les très nombreux stands montés pour l'occasion, la gastronomie et les jeux seront en bonne place mais aussi les expositions, scientifiques, historiques, politiques.

N'hésitez pas ! Retenez votre week-end et venez prendre avec nous un grand bol d'air et d'énergie !



**SUR LE GRAND PODIUM**

**SAMEDI 2 JUIN**

**RICKY NORTON**

Rock'n roll swing

**KENT**

Chansons



Kent.

**DIMANCHE 3 JUIN**

**JULIETTE GRÉCO**

Chanson française

**ARCHIE SHEPP QUARTET**

Jazz

**ANNE ROUMANOFF**

dans son spectacle d'humour  
« A la Roumanoff »



Juliette Gréco.

**LUNDI 4 JUIN**

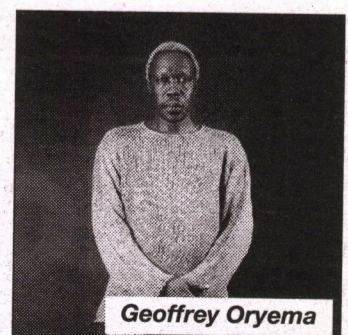
**LES WRIGGLES**

Humour musical

**GEOFFREY ORYEMA**

Rock africain, World Music

**LA FANFARE DES BOUDUS**



Geoffrey Oryema

**MEETINGS AVEC ARLETTE LAGUILLER**

samedi vers 17 h, dimanche et  
lundi vers 15 h sur la grande scène.

**ACHETEZ VITE  
VOTRE CARTE D'ENTRÉE**

La carte d'entrée coûte 75F sur place pour les trois jours. Mais si vous l'achetez à l'avance auprès de nos militants ou en écrivant à l'adresse de notre journal, vous la paierez 50F seulement.

**20% DE RÉDUCTION AVEC  
LES BONS ACHETÉS AVANT LA FÊTE**

Si vous achetez à l'avance, auprès de nos militants ou en nous écrivant, des bons vendus 8F, ils vous donneront un pouvoir d'achat de 10F dans la fête. A ne pas manquer.

Voici l'adresse de notre journal  
où vous pouvez adresser vos commandes :

**LUTTE OUVRIERE**  
BP 233  
75865 PARIS CEDEX 18

Chèques : à l'ordre de LUTTE OUVRIERE

Egalement parmi nous :

JULIE DARNAL, chanson française ; THE LITTLE BIG BAND, Blues Southern rock ; ENTRE NOUS, DEUX, fantaisie cosmopolite et bien d'autres encore...